

# ATTESTATION DE RECONNAISSANCE

Le contenu de ce document est  
l'œuvre de M. Mballo, professeur  
d'histoire et de géographie au lycée  
de Mbacké

C'est l'ensemble des leçons d'histoire  
de terminale et quelques témoignages  
affectifs.

PRÉPARÉ PAR CHEIKH KHOUNA ET CHEIKHOUNA SÈNE (TLD).

AVEC LA PARTICIPATION DE MOUHAMMED SECK (GEPCAM)

ET DE BAYE SERIGNE SYLLA (TLD)

ON EST TOUS DES DISCIPLES ET DES FANS DE M. AT MBALLO



# SOMMAIRE

LEÇON 1 : LES CONSÉQUENCES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE OU  
LES RÈGLEMENTS DU CONFLIT

LEÇON 2 : LES RELATIONS EST-OUEST

LEÇON 3 : LA CHINE DE 1945 AUX ANNÉES 1990

LEÇON 4 : CAUSES GÉNÉRALES ET FORMES DE LA DÉCOLONISATION

LEÇON 5 : LA DÉCOLONISATION EN ASIE : INDE ET INDOCHINE

LEÇON 6 : LA DÉCOLONISATION AU MAGHREB ; L'ALGÉRIE

LEÇON 7 : LA DÉCOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE : GOLD-COAST,  
SÉNÉGAL, GUINÉE BISSAU ET ANGOLA

LEÇON 8 : LA DÉCOLONISATION AU PROCHE-ORIENT : LA QUESTION  
PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAËLO-ARABES

## TÉMOIGNAGES

CHEIKH KHOUMA

MOUHAMED SECK

BAYE SERIGNE SYLLA

CHEIKHOUNA SÈNE



# Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale ou les règlements du conflit

## Introduction

La Seconde Guerre mondiale débute en 1939. Elle oppose l'Axe (Allemagne, Italie, l'URSS avant 1941...) et les Alliés (France, grande Bretagne, URSS, et les Etats-Unis à partir de 1942). Elle s'explique principalement par l'expansion territoriale allemande (Autriche en mars 1938, Tchécoslovaquie en mars 1939, Pologne en septembre 1939...) que la France et la Grande Bretagne ont voulu stopper. Elle se déroule en deux étapes. De 1939 à 1942, l'Axe prédomine. De 1942 à 1945, les Alliés s'imposent et remportent la victoire. La Seconde Guerre mondiale se termine donc en 1945 et elle a eu un impact sur les plans économiques, social, et politique.

### I. Les conséquences économiques de la guerre

La seconde guerre mondiale entraîne le recul économique de l'Europe. En effet, des maisons, des entreprises, des exploitations agricoles, des bâtiments administratifs, des voies de communications... de près de 60% des villes ont été sérieusement endommagés. C'est le cas de Varsovie, de Stalingrad, de Convertie, de Caen, de Dresde, d'Hambourg... ces pertes sont estimées à plus de 150 milliards de dollar. En conséquent, la production baisse, l'inflation se généralise et la famine s'installe

Toutefois, l'URSS conserve son statut de grande puissance. En effet, malgré les énormes pertes qu'elle a connues, son économie a été rapidement relancée grâce à la bonne organisation des kolkhozes qui se servent de la main d'œuvre fournie par les milliers de prisonniers de guerre allemands.

Quant aux Etats-Unis, ils profitent de la guerre pour développer davantage leur économie. En effet, ils n'étaient pas un champ de bataille contrairement à l'Europe et à l'Asie. Ils produisent alors des quantités énormes de marchandise pour répondre au besoin d'un monde ravagé. Il en résulte la croissance économique, la création d'emploi et l'augmentation des revenus.

### II. Les conséquences sociales de la guerre.

La Seconde Guerre mondiale a causé d'énormes pertes en vie humaines. Elle a fait plus de 50 millions de morts. L'URSS a perdu plus d'homme (50 millions) suivi de la Chine (13 millions), de la Pologne (5,8 millions), de l'Allemagne (5 millions) etc. L'ampleur de ces



pertes s'explique par la durée de la guerre, les dépenses militaire énormes et l'utilisation d'un armement sophistiqué notamment de la part des Etats-Unis qui assistent les Alliés à travers la loi prêts-bails (adopté en 1941). A ces pertes directes, on peut ajouter celle indirectes liées à la famine et au manque de soins.

En outre, la Seconde Guerre mondiale a entraîné un choc moral très profond. Durant la guerre, les populations ont vaincu dans la peur des bombardements et des brutalités militaire. En effet, des cités sont détruites et des prisonniers sont froidement exécutés par les japonais, les soviétiques tout comme par les allemands. Ces derniers pourchassaient systématiquement les juifs qu'ils s'exterminaient dans les camps de concentration dont Treblinka, Auchwich et Mauthausen. Entre 1941 et 1945, s'est produit un véritable holocauste au cours duquel six millions de juifs ont péri.

### **III. Les conséquences politiques ou les règlements du conflit**

Les règlements du conflit se traduisent par les conférences interalliées. Celles-ci ont pour objectif de vaincre l'Axe, de réorganiser l'Europe et de créer une nouvelle organisation internationale.

#### **1. La conférence de Téhéran et de Yalta**

La conférence de Téhéran (Iran) s'est tenue du 28 novembre au 02 décembre 1943 dans un contexte marqué par la domination des Alliés et la capitulation de l'Italie. Elle a réuni Franklin Delannoy Roosevelt, président des Etats-Unis ; Winston Churchill, premier ministre britannique et Joseph Staline, dirigeant de l'Union des Républiques Socialistes soviétiques(URSS). Son objectif est d'établir des stratégies de victoire. Ainsi, elle décide de l'ouverture d'un second front en Europe pour soulager l'URSS sur le front Est. Grâce à cette stratégie, l'Allemagne affaiblie, libère les territoires occupés.

Une nouvelle conférence s'impose pour discuter de la question d'allemande, de la réorganisation de l'Europe et de la création d'une nouvelle organisation internationale. Elle s'est tenue du 04 au 11 février 1945 à Yalta sur la côte de Crimée. Par rapport à la question allemande, la conférence décide de désarmer, de dénazifier et de démembrer l'Allemagne et Berlin en 4 zones d'occupations (USA, URSS GB et France). Elle prévoit aussi le jugement des criminels de guerre. Quant à la réorganisation de l'Europe après la guerre, l'URSS défend la possibilité pour chaque puissance d'occuper les territoires libérés par son armée du joug allemand. La conférence adopte la déclaration sur l'Europe libérée qui prévoit l'organisation d'élections libres dans les pays libérés pour favoriser la mise en place des gouvernements démocratiques en charge de rétablir l'ordre et de la reconstruction de la vie économique nationale



En plus, elle déplace les frontières de la Pologne plus à l'Ouest jusqu'à la ligne Oder Neisse. Il en est de même des frontières de l'URSS, cette puissance, pour intervenir dans le conflit contre le Japon, après la capitulation allemande, réclame et obtient l'île de Sakhaline et les îles de Kouriles.

En ce qui concerne la mise en place d'une nouvelle organisation internationale pour sauvegarder la paix et la sécurité, la conférence convoque une rencontre à San Francisco aux États-Unis à partir de 25 avril 1945

## **2. La conférence de San Francisco**

Le 14 août 1941, les États-Unis et la Grande Bretagne signent la charte de l'atlantique qui énonce les principes fondamentaux de la « paix future » dont le droit des peuples a disposer d'eux même et à choisir la forme de gouvernement qui leur convient. Ils entrent en contact avec l'URSS et 23 autres pays. Ensemble, ils adoptent la déclaration des Nations Unies en 1942 qui jette les bases d'une nouvelle organisation internationale. Les conditions de réalisation de celle-ci sont fixées en 1944 à Dumbarton Oaks par les États-Unis, la Grande Bretagne, l'URSS et la Chine. Leurs travaux aboutissent à la signature par 51 pays de la charte des Nations Unies, le texte fondateur de l'ONU à San Francisco le 26 juin 1945. Il incombe à cette organisation d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationale, de favoriser leurs progrès économiques et sociaux, de veiller aux respects des droits humains et de promouvoir la démocratie.

## **3. La conférence de Potsdam**

La conférence de Potsdam (Allemagne) s'est tenue du 17 juillet au 02 août 1945 après la capitulation allemande. Elle a réuni Harry Truman, président des États-Unis, Clément Attlee, premier ministre britannique et Staline. Elle met en œuvre les accords conclus à Yalta. Au cours de la conférence, les États-Unis et la Grande Bretagne dénoncent les actes unilatéraux posés par l'URSS : mise en place de gouvernement communiste en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie et occupation de 20% du territoire allemand d'avant-guerre. Au final, les principales décisions sont la suppression du parti nazi, la délimitation des zones d'occupation, la création d'une commission de réparation (l'Allemagne devra payer 20 milliards de Marks de réparation dont 10 milliards à l'URSS) et l'instauration d'un tribunal à Nuremberg pour juger les criminels de guerre. Le procès s'est tenu du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946. Parmi les inculpés pour crime de guerre contre l'humanité 12 sont condamnés à mort dont Ribbentrop (ministre des affaires étrangères), Keitel (chef d'état-major) et Bormann (secrétaire particulier d'Hitler).

## **Conclusion**



En définitive, la Seconde Guerre mondiale a traumatisé la population et a entraîné plusieurs pertes humaines. De plus, elle est à l'origine du recul économique de l'Europe. Toutefois, l'URSS se maintient pendant que les États-Unis se renforcent sur le plan économique. Dans le cadre des règlements du conflit, plusieurs conférences interalliées ont été organisées. Elles ont permis de vaincre l'Axe, de réorganiser l'Europe et de créer l'ONU pour sauvegarder la paix. Cette dernière a été menacée par la rupture de la grande Alliance.



# Les relations Est-Ouest

## Introduction

De 1947 à 1989, le monde se divise en deux : d'un côté le bloc Est dirigé par l'URSS, communistes et socialistes ; de l'autre, le bloc Ouest dominé par les États-Unis, libéraux et capitalistes. Aussitôt après leur formation, les blocs s'affrontent. Les affrontements ont été suivis de la coexistence pacifique, de la détente et de l'éclatement des blocs.

## I. La formation des blocs et les premiers affrontements

### 1. La formation des blocs

La naissance des blocs s'explique par l'émergence de deux supers-puissances opposées et le non-respect des accords de Yalta par l'URSS qui entraîne la réaction américaine.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle hiérarchie des puissants se dessine.

L'Allemagne, l'Italie et le Japon sont vaincus. La grande Bretagne, la France et la Chine, bien que faisant partie du club des vainqueurs, sont affaiblies et épuisées par la guerre. L'URSS et les États-Unis s'affichent alors. Ils sont opposés par leurs idéologies et leurs intérêts. L'URSS souhaite étendre son influence en Europe comme dans le reste du monde et diffuser le communisme et le socialisme. Quant aux États-Unis, ils souhaitent limiter l'influence soviétique à leur profit et reprendre le libéralisme et le capitalisme.

C'est dans ce contexte de divergence que l'URSS viole les accords de Yalta notamment la déclaration sur l'Europe libérée. En effet, pour atteindre son objectif, elle mène une politique d'expansion en Europe de l'Est en soutenant l'arrivée au pouvoir de parties communistes. C'est le cas en Pologne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie. Cette attitude est dénoncée dès 1946 par Winston Churchill, ex-premier ministre britannique, dans un discours prononcé à Fulton (États-Unis). Elle serait à l'origine d'un rideau de fer qui coupe l'Europe en deux : une Europe libre et une Europe soumise à l'URSS.

Face à l'expansion soviétique, les États-Unis adoptent une politique d'endiguement (« continûment ») connu sous le nom de la doctrine Truman. Il s'agit d'une aide économique et

financière offerte aux pays européens. Ainsi en mars 1947, 400 millions de dollars sont proposés à la Grèce et à la Turquie pour faire face à la pression communiste. Plus tard ; en juin 1947, le plan Marshal (secrétaire d'Etat américaine) est proposé pour restaurer l'économie européenne et limiter l'influence soviétique. Il s'élève à 13 milliards de dollars. En réponse, l'URSS convoque une conférence en Pologne à partir de septembre 1947. Neuf parties communistes prennent part à cette rencontre au cours de laquelle André Jdanov, un fidèle de Staline, théorise la doctrine des blocs (doctrine Jdanov). Au final, le Kominform est créé le 05 octobre 1947 pour rejeter le plan Marshal et consolider la domination soviétique dans les démocraties populaires.

La rupture de la grande Alliance est dès lors consommée. En Europe orientale, les pays du Kominform constitues le bloc Est adossé à l'URSS. En Europe occidentale, les gouvernements qui bénéficies du plan Marshal adoptent une politique pro-américaine et forment avec les États-Unis le bloc Ouest.

## **2. Le renforcement des blocs**

Chaque bloc essaie de se renforcer par des alliances militaires.

Du côté du bloc occidental, les traités ou pactes suivant ont été signés :

Le pacte de Rio en 1947, alliance militaire entre les États-Unis et l'Amérique latine

Le traité de l'atlantique Nord en 1949, alliance militaire entre les États-Unis, le Canada et dix pays d'Europe et favorise la mise en place de l'OTAN

Le pacte de sécurité collectif en 1951 entre les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande dans le cadre de l'ANZUS

Le pacte de l'Asie du sud-Est en 1954, alliance militaire entre les États-Unis, la France, l'Angleterre, l'Australie, la Nouvelle Zélande, les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan dans le cadre de l'OTASE

Le pacte de Bagdad en 1955, alliance militaire de défense du Moyen-Orient à l'initiative des américains

Du côté du bloc Est, le pacte de Varsovie est signé en 1955. Il est une alliance militaire entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe de l'Est



En outre, les blocs se renforcent par la mise en place d'organisations de coopération économique.

Le General Agreement on Tarifs and Trade (GATT) est signé en 1947 et l'Organisation

Européenne de Coopération Economique (OECE) est créée en 1948 pour le compte du bloc

occidental. A l'opposé, le Conseil d'Assistance Economique Mutuel (CAEM) est mis en place en

1949. Il est également une réponse au plan Marshall

Le renforcement des blocs s'est également fait par la course aux armements. Des 1949, la

suprématie atomique des États-Unis est contexte. L'URSS possède à son tour l'arme nucléaire.

Les États-Unis reprennent les devants en se dotant de la bombe à hydrogène (bombe H) en 1952.

Ils se font rattraper en 1953 par l'URSS. Ainsi les forces s'équilibrent.

### **3. Les premiers affrontements**

Plusieurs épreuves de force caractérisent la période 1947-1953.

En Europe, elles se déroulent en Tchécoslovaquie et en Allemagne. En Asie, elles interviennent

en Chine, en Indochine et en Corée. A ces épreuves de force, il faut ajouter le Maccarthysme aux

Etats-Unis.

En Tchécoslovaquie, l'exécutif se divise en deux sur l'offre du plan Marshall. Le président,

Edward Benes de même que les ministres libéraux souhaitent accepter le plan Marshall proposé

par les américains. A l'opposé, Clément Gottwald, président du conseil de gouvernement et les

ministres du Parti Communiste Tchèqe, nomment systématiquement des communistes dans

l'administration et dans la police, ce qui leur permet d'organiser des manifestations de rue. Face à

cette pression communiste, les ministres libéraux démissionnent. Gottwald impose alors un

gouvernement communiste le 25 Février 1948. Le PCT remporte les élections législatives du 12

Mai 1948. Minoritaire et opposé à l'orientation soviétique du régime, Benes démissionne en Juin

1948. Gottwald devient alors le président de la république.

En Allemagne, les Alliés occidentaux projettent en 1947 d'unifier leurs zones d'occupation. Ils

introduisent le 22 juin 1948 une monnaie commune (deutschemark) et créent une banque

fédérale. Considérant cela comme une violation des accords de Yalta et en réponse au le plan

Marshall, Staline décrète le blocus de Berlin Ouest le 24 juin 1948. Ses adversaires établissent alors

un pont aérien pour ravitailler Berlin Ouest. Le blocus n'aura pas servi à grand-chose. Il n'a pas pu



isoler Berlin Ouest et provoquer le départ des alliés occidentaux. Il a été alors levé le 12 mai 1949.

Deux Etats se forment par la suite. A l'Ouest est proclamée, le 23 mai 1949, la République Fédérale Allemande (RFA), libérale et capitaliste. A l'Est est créée, le 07 octobre 1949, la République Démocratique Allemande (RDA) communiste et socialistes.

En Chine, avec la capitulation japonaise en Septembre 1945, les communistes de Mao Zen dong appuyés par l'URSS et les nationalistes de Tchang Kai Cheik soutenus par les États-Unis reprennent la guerre civile là où ils l'avaient laissée en 1937. Les premiers prennent le dessus et proclament la république populaire de Chine le 1<sup>er</sup> Octobre 1949. Les nationalistes quittent la Chine continentale et s'installent sur l'île de Taiwan qu'ils considèrent comme la véritable Chine. Appuyés par les américains, le Taiwan représente la Chine de Mao au conseil de sécurité de l'ONU jusqu'en 1971

En Indochine, une guerre oppose, de 1946 à 1954, les communistes du Vietnam et la France. En effet, durant la Seconde Guerre mondiale précisément en 1943, Hô Chi Minh de même que d'anciens dirigeants du Parti Communiste Indochinois (PCI) créent le Vietminh pour lutter contre l'occupation japonaise et pour l'indépendance vis-à-vis de la France, une présence étrangère que l'empereur Bao Dai avait accepté. Ce dernier quitte le trône après une forte opposition du Vietminh. Avec la capitulation du Japon, Hô Chi Minh proclame, le 02 septembre 1945, l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam (RDV). La France décide de reprendre en main le Vietnam en 1946. C'est le début du conflit. A partir de 1949, la Chine communiste soutient militairement la RDV. La France fait alors appel à l'aide américaine au nom de la lutte contre l'expansion du communisme. Cette opposition conduit à la bataille de Dien Bien Phu en 1954, fatale aux français. Les 20 et 21 juillet 1954, les accords de Genève sont signés. Ils mettent fin à la « sale guerre » et consacrent l'indépendance du Vietnam coupé cependant en deux : le Vietnam du Sud, pro-américains, et la RDV communiste.

En Corée, les soviétiques s'installent au nord du 38<sup>e</sup> parallèle le 09 Août 1945. Et les américains à partir du 08 septembre 1945. Le 25 juin 1950, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud pour unifier le pays. Afin de repousser la Corée du Nord soutenue par l'URSS et l'armée chinoise, l'ONU envoie sur place une armée essentiellement constituée d'éléments américains et placée



sous le commandement du général Douglas McArthur. L'URSS accuse l'ONU de parti-pris et boycotte le conseil de sécurité de l'ONU. Après trois ans d'affrontement, la Corée du Sud est libérée et l'armistice est signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom après la mort de Staline. Cette guerre a causé 2,5 millions de mort environs.

Quant au Maccarthysme, il désigne la campagne contre les prétendus proche des communistes aux États-Unis. En effet, le 09 février 1950 en Virginie occidentale, Joseph Reymond Maccarthy, sénateur républicain, alors en plain campagne électorale, affirme que des communistes sont employés dans l'administration américaine et accuse les démocrates. La peur du rouge s'installe alors. Il s'ensuit une véritable chasse aux sorcières. C'est dans ce climat que se déroulent le procès et l'exécution, en 1953, des époux Rosenberg accusés d'espionnage au profit de l'URSS

## *II. La coexistence pacifique*

### *.Facteurs et manifestations de la coexistence pacifique*

La coexistence pacifique est une période de dégel de la tension entre l'URSS et les Etats-Unis de 1953 à 1962. Elle s'explique par plusieurs facteurs. Il s'agit d'abord de la guerre de Corée qui a failli plonger le monde dans une nouvelle guerre générale et nucléaire. Il s'agit ensuite de l'équilibre de la terreur, chaque puissance possédant de quoi détruire l'autre. Il s'agit enfin de l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants à la place de ceux qui ont déclenché la guerre froide. Aux Etats-Unis, Dwhite Eisenhower remplace Harry Truman en 1953. En URSS, Staline est mort. Il est remplacé par Nikita Khrouchtchev. Ce dernier entame la déstalinisation. C'est dans ce cadre qu'il définit une nouvelle politique étrangère appelée la coexistence pacifique cherchant à éviter tout affrontement avec les États-Unis et reposant sur la reconnaissance de deux systèmes différents. Cette vision a été bien accueillie par le PCUS et par le président américain Dwhite Eisenhower.

Cette entente tacite favorise la multiplication des signes de bonne volonté de part et d'autre. Ainsi, les accords de Panmunjom sont signés en 1953. Le suédois Dag Hamas Jodl est élu la même année, dans le consensus, secrétaire général de l'ONU en remplacement de Trygve Lie démissionnaire en 1952. En 1954, les accords de Genève mettent fin aux affrontements entre communistes et français en Indochine. En 1955, le traité qui donne à l'Autriche sa souveraineté

est signé. En 1956 lors de la crise de Suez, les Etats-Unis et l'URSS condamnent la France et la Grande Bretagne qui avaient lancé une offensive contre Egypte pour empêcher la nationalisation du canal de Suez. Nikita Khrouchtchev se rend la même année en Grande Bretagne. Il est reçu à Washington par son homologue en 1959. Il visite la France en 1960. Cette année marque le retour de l'URSS au conseil de sécurité de l'ONU.

## **2. Les limites de la coexistence pacifique**

La coexistence pacifique comporte des limites qui se traduisent par la construction du mur de Berlin et la crise de Cuba.

Dans la nuit du 12 au 13 Août 1961, l'URSS entame la construction d'un mur entre Berlin Est et Berlin Ouest. Il est long de 155km et haut de 3,5m. Il est ponctué par des miradors solidement armés. Sa construction s'explique par l'échec des négociations pour mettre fin à la partition de Berlin. Déjà en 1948, à travers le blocus de Berlin, l'URSS a voulu provoquer le départ des alliés occidentaux de Berlin Ouest. En 1958, Khrouchtchev considère Berlin Ouest comme une tumeur cancéreuse pour la RDA. Sa visite aux Etats-Unis en 1959 et sa rencontre avec John Fitzgerald Kennedy en 1961 en Vienne, ne lui ont pas permis de récupérer Berlin Ouest. En plus, l'édification du mur est liée à la volonté de mettre fin aux migrations définitives des berlinois de l'Est vers l'Ouest. Ce mur est considéré par Kennedy comme la preuve de l'échec du communisme et du socialisme. Il entraîne 63000 pertes d'emplois pour les berlinois de l'Est et 10000 pour les berlinois de l'Ouest. Il est également à l'origine de plusieurs pertes en vies humaines et de la dislocation de nombreuses familles.

Quant à la crise de Cuba, ses origines remontent à 1959, date à laquelle Fidel Castro arrive au pouvoir. Il constate que 40% des industries sucrières, 90% des mines et 90% des grandes exploitations agricoles sont gérées par des sociétés américaines. En Mai 1959, il met fin à l'expropriation américaine en redistribuant les terres aux paysans. En Juin 1960, il nationalise les sociétés américaines à Cuba. Il en résulte le rapprochement entre la Havane et Moscou, la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba et l'arrêt total des importations de sucres cubains aux Etats-Unis. En plus, les américains soutiennent les exilés cubains anticastristes. Ces derniers, au nombre de 1400, bien entraînés par la CIA, lancent une offensive en Avril 1961 dans



la Baie des cochons pour renverser le régime de Castro. L'attaque est stoppée par l'armée cubaine. En Juillet 1961, l'URSS s'engage à protéger Cuba. Plus tard, entre Mai et Octobre 1962, Khrouchtchev installe des missiles nucléaires à Cuba pointés sur le territoire des Etats-Unis. Des avions espions américains (U2) les repèrent en Octobre 1962. Kennedy exige leur retrait, décrète le blocus maritime de l'île et menace d'utiliser la bombe atomique. Le monde est au bord du gouffre. U Thant, secrétaire général de l'ONU, mène la médiation. Khrouchtchev recule en retirant ses missiles après que les Etats-Unis se soient engagés à retirer les missiles de l'OTAN en Turquie et à ne plus organiser ou soutenir une attaque contre Cuba.

### **III. La détente**

#### **1. Facteurs et manifestations**

La détente est une phase d'apaisement de la tension entre les Etats-Unis et l'URSS. Elle est favorisée par la crise des fusées à Cuba. Celle-ci a suscité la peur d'une guerre nucléaire et d'une destruction mutuelle chez les deux grands. La détente s'explique également par des facteurs économiques. En effet, les dépenses militaires sont considérables de part et d'autre. Les deux grands ont besoin de souffler et de régler leurs difficultés économiques. Les Etats-Unis doivent faire face à la concurrence européenne et japonaise. Quant à l'URSS, elle doit moderniser ses moyens de productions. La réduction des dépenses militaires est alors nécessaire.

Les signes de la détente sont notés dans les domaines diplomatique et militaire.

Dans le domaine diplomatique, une liaison téléphonique (téléphone rouge) est établie le 30 Août 1963 entre le Kremlin et la Maison Blanche pour permettre le dialogue entre les deux grands. En plus, les Etats-Unis acceptent l'admission de la Chine communiste au Conseil de Sécurité de l'ONU en 1971. Un an plus tard (1972) Richard Nixon, président des Etats-Unis, se rend à Moscou. Il reçoit en 1973 à Washington son homologue Leonid Brejnev. C'est également à cette date que la RFA et la RDA se reconnaissent mutuellement. En fin, les accords d'Helsinki, signés en 1975 par 35 pays européens, garantissent la libre circulation des biens et des personnes en Europe afin de mettre fin au rideau de fer.

Dans le domaine militaire, le traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'espace est signé en 1963 par les deux grands. En 1967, les Etats-Unis, l'URSS et la Grande Bretagne signent un traité



de non-prolifération de la technologie nucléaire militaire. Plus tard, les Etats-Unis et l'URSS ratifient les accords SALT (stratégie arm limitation and talk) pour limiter l'armement : SALT1 en 1972 limite le nombre de fusils, de missiles antibalistiques et de radars. SALT2 en 1979 limite le nombre de lance-missiles et de bombardiers.

## *2. Les limites de la détente*

La détente présente des limites qui se traduisent par la guerre de Vietnam et la guerre fraîche

La guerre du Vietnam est favorisée par l'arrivée au pouvoir de Ngo Dinh Diem en 1955 après avoir déposé Bao Day. En effet, soutenu par les américains, il s'oppose à la tenue des élections de réunification prévues par les accords de Genève. Ainsi, les communistes du Sud, organisés autour de Viêt-Cong, prennent les armes en 1959 pour lutter contre le régime de Ngo Dinh Diem. Ils sont soutenus par les communistes de la RDV et l'URSS. En 1961, dans le cadre du politique d'endiguement, Kennedy envoie des conseils militaires dans le Sud du Vietnam. Malgré tout, Ngo Dinh Diem est déçu en 1963. Deux ans plus tard Lyndon Johnson, président de Etats-Unis, envoie 500000 soldats au Vietnam du Sud. C'est le début du conflit sanglant. A la puissance militaire américaine, les vietnamiens opposent une véritable guérra. Face à l'indignation de la population américaine suite au massacre de civils vietnamiens, Lyndon Johnson ne se présente pas aux élections de 1969. Richard Nixon arrive alors au pouvoir. Il signe les accords de Paris en 1973 et retire les Etats-Unis de la guerre. Le Sud est vaincu en 1975 et le Vietnam est réunifié en 1976 avec à sa tête un régime communiste.

Quant à la guerre fraîche, elle se traduit par la crise des euromissiles. Cette dernière commence avec l'installation, en 1977, des missiles SS20 par les soviétiques sur leur territoire. En réponse, les Etats-Unis installent en 1983 leurs missiles Pershing en RFA. L'URSS riposte en installant des missiles à courte portée en Europe de l'Est.

La guerre fraîche se traduit également par des affrontements indirects en Afrique et en Asie. En effet, en Afrique, en 1975, les Etats-Unis soutiennent le FNLA et l'UNITA opposés au MPLA appuyé par l'URSS dans le cadre de la lutte pour le contrôle du pouvoir au lendemain de l'indépendance. En Asie, en 1979, les soviétiques envahissent l'Afghanistan pour porter secours au régime communiste menacé par la montée de l'Islam. Les Etats-Unis réagissent en soutenant les

islamistes. Parallèlement l'URSS soutient la révolution iranienne menée par l'Ayatollah Khomeiny pour mettre fin à l'influence américaine en Iran.

## **IV. La fin de la bipolarisation du monde**

En 1989, la fin de la bipolarisation du monde met un terme à la guerre froide. Elle s'explique par la fissuration des blocs et les difficultés économiques des deux grands

### **1. La fissuration du bloc Ouest**

Dans le bloc Ouest, le leadership américain est contesté en Europe notamment en France depuis l'avènement au pouvoir de général De Gaulle. En effet, au fur et à mesure que les pays européens s'affichent sur le plan économique, ils s'inscrivent dans un processus d'intégration à travers la Communauté Economique Européenne (CEE) remettant en cause le rideau de fer qui divise l'Europe en deux. C'est tout le sens de la conférence d'Helsinki en 1975. Ainsi l'Europe s'affirme progressivement au détriment de l'influence américaine. De Gaulle incarne cette résistance à l'hégémonie américaine. Il critique l'intervention américaine au Vietnam, prône une Europe européenne libre des Etats-Unis et retire la France de l'OTAN en 1966.

La RFA peut être également citée en exemple notamment entre 1969 et 1974. Durant cette période, Willy Brandt, chancelier de la RFA, initie une politique de rapprochement avec la RDA (dirigée par Walter Ulbricht) et les pays communistes d'Europe de l'Est

### **2. La fissuration du bloc Est**

Dans le bloc Est, le désir d'autonomie vis-à-vis de l'URSS existe depuis longtemps. Plusieurs événements l'illustrent et traduisent la fissuration du bloc Est.

#### La sécession de Yougoslavie

L'URSS a soutenu militairement la libération de la Yougoslavie de l'occupation allemande. Ainsi, le maréchal Tito tolère l'influence soviétique jusqu'en 1948, date à laquelle la rupture est consommée. Il souhaite affirmer l'indépendance de son pays vis-à-vis de l'URSS. Les soviétiques essaient en vain de le renverser. Ils expulsent la Yougoslavie du Kominform et refusent son adhésion au CAEM. En réponse, pendant la guerre de Corée, Tito soutient l'embargo des Etats-Unis sur la fourniture d'arme à la Corée du nord et à la Chine.



### La révolution hongroise ou l'insurrection de Budapest

A la suite des manifestations organisées à partir du 23 octobre 1956 à Budapest et dirigées par Imré Nagui, le gouvernement communiste de Mathias Rákosi est renversé. Imré Nagy met en place un gouvernement de coalition et s'engage dans la voie du libéralisme. En plus, il annonce le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie pour observer un neutralisme. Par conséquent, l'armée soviétique investit Budapest le 04 novembre pour rétablir l'ordre. La répression entraîne des milliers de morts et restaure le régime communiste.

### La rupture Chino-Sovietique

en 1953, Nikita Khrouchtév succède à Staline. Il entame la déstalinisation. Mao Zen dong, président de la chine et communiste radical, développe une politique de rupture avec l'URSS à travers la campagne des cents fleurs en 1956 puis le grand bond en avant en 1958. Cette rupture devient officielle sous le régime de Liu Shaoki qui est de la tendance réformiste du PCC.

### Le printemps de Prague

A partir de janvier 1968, Alexander Dubcek, secrétaire générale du PCT, favorise la voie de la libéralisation du régime. En aout 1968, Leonid Brejnev opposé à la déstalinisation, ordonne l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie pour ramener ce pays dans les rangs. Dubcek accepte la normalisation imposée par l'URSS, mais il sera remplacé en 1969 par Gustave Husak

## **3. Les difficultés économiques des deux grands**

En URSS, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en 1985. Il est à la tête d'un pays ruiné par la course aux armements. Il doit alors réduire les dépenses militaires pour faire des investissements productifs. Il jette les bases d'une nouvelle politique fondé sur la perestroïka (reconstruction) et la glasnost (transparence).

Aux États-Unis, après la politique pacifiste de Jimmy Carter, Ronald Reggan développe une politique musclée en relançant la course aux armements. Les dépenses militaires augmentent, le déficit budgétaire s'élargit et la concurrence japonaise et européenne fait de plus en plus mal au commerce américain



C'est dans ce contexte que le dialogue reprend entre les deux grands qui signent en 1987 un accord de réduction des armes nucléaires à moyenne portée. C'est également dans ce cadre que des révoltes populaires éclatent partout en Europe de l'Est en 1989. L'URSS ne s'y oppose pas. Les démocraties populaires retrouvent alors leur indépendance. En RDA, les mouvements de contestations portent Hans Modrov au pouvoir et le mur de Berlin est abattu le 09 novembre 1989. Des négociations sont ouvertes avec son homologue de la RFA Helmut Kohl. La réunification est effective le 03 octobre 1990. En 1991, le CAEM est dissout et l'URSS devient la Russie. Boris Eltsine en devient le président de la république. Depuis, le bloc Est est un souvenir.

## *Conclusion*

Les relations Est-Ouest ont été caractérisées de 1947 au début des années 90 par des querelles de leadership entre Etats-Unis et URSS auxquelles une bonne partie du monde a été entraînée.

Chacune de ces puissances a voulu dominer le monde et diffuser son système politique et économique. Elles se sont affrontées dans des terrains extérieurs tout en évitant un conflit ouvert par des reculades dès qu'elles s'approchaient l'abîme. La campagne de lutte contre le communisme en Europe de l'Est emporte et engendre un nouvel ordre international marqué par la suprématie des États-Unis.



# LA CHINE DE 1945 AUX ANNÉES 1990

## Introduction

A partir de 1644, la chine est dirigée par la dynastie Manchourie des Qing. Cette dernière est renversée en 1911 par le Guomindang, partie nationaliste qui met en place une république. La chine entre par la suite dans une série de guerre civile : 1917-1926, 1927-1937, 1945-1949. La dernière porte le communiste Mao Zen dong au pouvoir. A la tête d'un pays ruiné, il s'engage dans la reconstruction de la Chine en s'inspirant du socialisme. Apres sa mort en 1976, Deng Xiaoping dirige la chine sur la voie de la modernité

### I. L'arrivé au pouvoir de Mao

Avec la capitulation du japon en septembre 1945, l'union sacrée chinoise contre l'occupant nippon vole en éclat. Communistes de Mao et nationalistes de Tchang Kai Tchek reprennent la guerre civile là où ils l'avaient laissée en 1937. Elle reprend dans un contexte marqué par la reconnaissance de la brillante participation des communistes à la libération de la chine tandis que le Guomindang est discrédité. Une trêve est signée en 1946 grâce à la médiation du général américain George Marshall. Mais les combats reprennent malgré les efforts de ce dernier pour concilier les deux parties. En aout 1946, les États-Unis suspendent leur aide militaire en gouvernement nationaliste. Cette mesure ne mette pas pour autant fin aux hostilités. En mai 1947, l'aide américaine reprend dans le cadre de la politique d'endiguement. Malgré le matériel et les conseillers fournis par les américains, les forces du Guomindang s'effondrent. En 1948, les communistes s'emparent de la Manchourie. En 1949, ils conquièrent l'ensemble du territoire. Par conséquent, ils proclament la république populaire de chine le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Mao est élu président de la république et Chou En Laï président du conseil d'Etat. Les nationalistes quittent la chine continentale le 08 décembre 1949 et s'installent à Taïwan qu'ils considèrent comme la véritable république de Chine.

### II. La chine sous Mao Zedong



Dès son arrivée au pouvoir, Mao inscrit la Chine à l'école soviétique puis lance respectivement la campagne des cents fleurs, le grand bond en avant, et la révolution culturelle.

## 1. La Chine à l'école soviétique

Dès 1949, Mao décide de s'inspirer du modèle soviétique de développement. C'est dans ce cadre qu'il signe en 1950 le traité d'amitié et d'assistance mutuelle sino-soviétique. Par conséquent, 10800 soviétiques et 1500 européens de l'Est vont contribuer sur place au développement de la Chine entre 1950 et 1959. De plus, une nouvelle constitution et une nouvelle politique économique et sociale ont été adoptées

### a. La nouvelle constitution

La nouvelle constitution est votée le 20 septembre 1954. Elle est presque identique à celle de l'URSS adoptée en 1936. En vertu de cette constitution, le PCC est le parti unique. L'assemblée nationale élue pour 4 ans, et dépositaire de la souveraineté populaire. Elle choisit le président de la République assisté du président du conseil d'Etat

### b. La politique économique

Des réformes sont entreprises par Mao dans le domaine agricole. En effet, pour construire la Chine, Mao réforme l'agriculture en décidant en 1950 de prendre des terres des riches propriétaires et de les mettre à la disposition des paysans. Ainsi, 47 millions d'hectares sont transférés à 300 millions de paysans. Plus tard, en 1954, il collectivise l'agriculture. Plus de 92% des paysans sont intégrés dans des coopératives de production et exploitent en commun les terres.

En outre Mao engage des réformes dans le domaine industriel. En effet, les entreprises privées ont été nationalisées. Ainsi, le secteur privé, qui représentait 40% de la production industrielle en 1952, avait presque disparu en 1957. Pareillement, a été adopté le premier plan quinquennal (à partir de 1953) qui donne la priorité à l'industrie lourde. Ainsi, 58% des investissements ont été



apportés à ce secteur et son développement se traduit par la mise en place des combinats soutenus par les experts soviétiques

### *c. La politique sociale*

Sur le plan social, Mao entreprend la lutte contre les maladies et l'analphabétisme. Pour cela, des infrastructures sanitaires et scolaires sont multipliées, favorisant du coup la réduction des pandémies et du nombre d'illettrés. En plus, il fait adopter la loi du 30 avril 1950 interdisant l'infanticide, la vente et l'union des enfants, le concubinage, la polygamie, la prostitution, l'usage de la drogue, la mendicité... elle établit le divorce par consentement mutuelle et garantit les intérêts de la femme. La politique sociale de Mao a également permis un plus grand nombre de chinois de se loger, se vêtir, se nourrir, s'entraider mais aussi de se sentir fière

## *2. Les campagnes de Mao*

### *a. La campagne des cents fleurs*

En 1953, Nikita Khrouchtév arrive au pouvoir en URSS. Il entame la déstalinisation. Mao, communiste radical, l'accuse de révisionnisme, autrement dit de négation des principes fondamentaux du marxisme au point de développer un socialisme teinté de capitalisme. Il cherche alors sa propre voix. C'est dans ce cadre qu'il adopte la campagne des cents fleurs en 1956. Il invite ses compatriotes à formuler des propositions pour aider à l'élaboration d'un modèle chinois de développement, d'où le célèbre formule : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ». Cette dernière libère du coup les chinois et très vite l'option socialiste du régime est remise en cause par les intellectuels, les bourgeois, les artistes et les réformistes (droitiers). Mao les accuse de presser la contre-révolution. Par conséquent, il met fin à cette période de liberté d'expression en 1957 en envoyant dans des camps de rééducation ou en exécutant plusieurs d'entre eux. En plus, il va se lancer dans une socialisation à outrance de l'économie chinoise à travers le grand bond en avant

### *b. Le grand bond en avant*



Le grand bond en avant est adopté en 1958. Il est une politique de socialisation de l'économie chinoise pour favoriser le développement. Il cherche, en fait, à hisser la Chine au niveau de développement de l'Angleterre en moins de 15 ans. Pour cela, Mao mobilise la masse qu'il intègre dans des communes populaires (créées en 1958) pour accroître la production agricole et industrielle suivant le principe (marcher sur les deux jambes). Ainsi la main d'œuvre oisive, les étudiants, les intellectuelles, les cadres du PCC... sont mobilisés dès que possible pour travailler dans les unités d'exploitation agricoles et industrielles.

Un an après, le grand bond en avant se révèle être un échec. La production de céréales tombe de 190 à 155 millions de tonnes et le PNB décroît de 32%. Cette déconvenue s'explique par l'épuisement des travailleurs et du matériel, les calamités naturelles, la mise en place de communes populaires et le retrait de l'aide soviétique. Par conséquent, Mao est contraint à la démission en 1959. Il est remplacé par Liu Shaoqi. Ce dernier adopte une nouvelle politique qui marche sur la voix de la libéralisation, restaure le lopin de terre individuel et restructure les communes populaires en équipes de production. Mao accuse alors Liu Shaoqi de révisionnisme et prépare la révolution culturelle.

### *c. La révolution culturelle*

En 1959, Mao perd le pouvoir. Il est remplacé par Liu Shaoqi qui adopte une nouvelle politique installant l'esprit libérale et capitaliste. Mao l'accuse de révisionnisme et initie en 1966 la révolution culturelle, un mouvement de lutte pour restaurer le communisme et le socialisme. Ainsi, il organise une campagne de propagande et une série de manifestations notamment à la place Tiananmen. Il s'appuie sur les gardes rouges (13 millions de jeunes âgés de 15 à 20 ans), l'armée dirigée par Lin Biao, la bande des quatre et le petit livre rouge publié en 1966. La révolution culturelle s'attaque surtout aux réformistes de PCC, aux intellectuels, aux bourgeois et aux artistes. Elle entraîne des milliers de morts et l'emprisonnement de Liu Shaoqi en 1967. Mao en profite pour revenir au pouvoir. Il restaure le communisme et le socialisme. Il décède en 1976.



### III. La chine après Mao

La mort de Mao et celle de Zhou En Lai déclenche la lutte pour la succession entre la bande des quatre et Deng Xiaoping réhabilité dans le PCC en 1973. Hou Guo Feng, n'appartenant à aucune des factions, assure la primature à partir de 1976 en signe de compromis. Il fait arrêter la bande des quatre et Deng Xiaoping s'impose à la tête de la république chinoise en 1977. Sa présidence est marquée par plusieurs reformes.

#### 1. Les reforme économiques

Dès son arrivée au pouvoir, Deng Xiaoping adopte la politique des quatre modernisations (1978) pour mettre l'accent sur la défense nationale, la recherche scientifique, l'agriculture et l'industrie. Ces deux derniers secteurs ont été profondément réformés.

Dans le secteur agricole, la décollectivisation est entamée. L'exploitation familiale est donc restaurée. De plus, la machine a été de plus en plus utilisée et l'irrigation de plus en plus pratiquée. Il en résulte l'augmentation de la production.

Dans le secteur de l'industrie, les zones économie spatial (ZES) sont créées en 1980 pour attirer les investissements étrangers en vue de créer des entreprises exportatrices et de bénéficier du transfert de technologies. Il s'agit Sen Zhu, Zhu haï, zenzhen et Xiamen. Cette expérience s'élargit au reste de la Chine. Par conséquent, 34 milliards de dollars ont été investis en Chine entre 1980 et 1992, des entreprises sont aux nombre de 17 millions en 1985 et la production industrielle quadruple entre 1985 et 1994

#### 2. Les reformes sociales

Sur le plan social, Deng Xiaoping adopte une politique antinataliste pour mettre fin à l'accroissement rapide de la population chinoise. A travers l'assemblée nationale, il retarde l'âge du mariage de 2 ans (22 ans pour les hommes et 20ans pour les femmes) et impose l'enfant unique par famille. Des avantages sont offerts aux couples qui s'engagent à n'avoir qu'un enfant : supplément de salaire et de ration alimentaire, priorité à l'emboisse et à l'obtention d'un



logement, prise en charge scolaire et sanitaire de l'enfant. Des sanctions sont prévues à l'égard des contrevenants : remboursement des avantages reçus en cas de seconde naissance et diminution de salaire en cas de troisième naissance.

### **3. La Chine entre réformes politiques et immobilisme**

Sous Deng Xiaoping, la Chine engage une politique d'ouverture sur le reste du monde. En effet, elle reprend ses relations avec l'URSS et se rapproche des États-Unis et des pays de la CEE (comité économique européenne). En plus, elle adhère, en 1980, au FMI et à la banque mondiale. En fait, la Chine cherche à attirer les capitaux étrangers et à bénéficier du transfert de technologie.

Cependant, la Chine sous Mao et celle dirigée par Deng Xiaoping ont un dénominateur commun en l'occurrence le manque de démocratie. En 1979 déjà, des écrivains, réclamant la démocratie comme cinquième modernisation, ont été condamnés. En 1987, Hu Yao Bang, secrétaire général du PCC, jugé trop libérale sur le plan politique, est poussé à la démission. Deux ans plus tard, des manifestants, qui souhaitaient plus de liberté et de démocratie, ont été massacrés à la place Tiananmen par l'armée. De plus, le PCC est toujours le parti unique et le pouvoir demeure centralisé.

### **Conclusion**

La Chine de 1945 aux années 1990 est marquée par deux personnages : Mao Zedong et Deng Xiaoping. Tous les deux ont dirigé une Chine en manque de démocratie. Mais contrairement à Mao, Deng Xiaoping a ouvert la Chine au monde, développe une politique antinataliste et modernise l'agriculture et l'industrie suivant les principes du capitalisme. La puissance économique actuelle de ce pays semble reposer sur les réformes menées par Deng Xiaoping.



# ***CAUSES GÉNÉRALES ET FORMES DE LA DÉCOLONISATION***

## ***Introduction***

Au XIXe siècle, dans le contexte de la révolution industrielle, les puissances européennes se lancent à la conquête de l'Asie et de l'Afrique. Ces continents ont été alors occupés et exploités. Dos au mur, l'environnement international aidant, il lutte durant le XXe siècle pour retrouver leur souveraineté. Il s'agit de la décolonisation ; processus par lequel une colonie devient indépendante. Entamée en Asie dans l'entre-guerre notamment, elle se poursuit en Afrique durant les années 1940. Plusieurs facteurs expliquent ce mouvement d'émancipation aux formes multiples.

### ***I. Les causes générales de la décolonisation***

#### ***1. La Seconde Guerre mondiale***

La Seconde Guerre mondiale, en affaiblissant l'Europe, a favorisé la décolonisation. En effet, elle a déchiré l'Europe en deux. Les deux protagonistes, puissances impériales, se détruisent mutuellement. Des colonies saisissent l'occasion pour remettre en cause la colonisation ou accentuer la lutte pour l'indépendance. C'est le cas de l'Inde où le parti du congrès de Mohandas Gandhi lance en 1942 le mouvement Quit-India contre la Grande Bretagne, de l'Indochine où le Vietminh de Hô Chi Minh, fondé en 1941, réclame le départ des français, et de l'Algérie où le parti du peuple algérien (PPA) de Massalia Hadj revendique l'indépendance vis-à-vis de la France en 1941.

La Seconde Guerre mondiale participe également à la décolonisation en suscitant la sollicitation des colonies par leurs métropoles. En effet, prises à la gorge par l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France notamment appellent au secours. Les colonies viennent à la rescousse en envoyant aux métropoles des soldats, des vivres, et des capitaux au nom de la liberté. Cet effort de guerre a permis aux colonies de lever partiellement leur complexe d'infériorité vis à vis des métropoles et de s'étendre à des réformes ne serait-ce que par reconnaissances pour service rendu. En Afrique noire française c'est tout le sens de la conférence de Brazzaville organisée en

1944. Cette dernière écarte toute idée d'indépendance mais annonce plusieurs réformes qui ont été prises en compte par la constitution adoptée en 1946. Il s'agit entre autre de la syndicalisation pour les travailleurs, de l'extension de la citoyenneté et de la création d'un assemblée territoriale dans chaque colonie. Il en résulte la multiplication des syndicats et des partis qui prennent en charge la lutte pour l'indépendance.

## ***2. L'anticolonialisme de l'ONU, de l'URSS et des États-Unis***

L'ONU prend position contre la colonisation. En effet, elle défend le droit des peuples à disposer d'eux même et de choisir la forme de gouvernement qui leur convient. C'est dans ce cadre qu'elle proclame « la déclaration universelle des droits de l'homme » le 10 décembre 1948 qui défend la dignité humaine en mettant en avant les principes d'égalité et liberté.

Cependant, l'ONU compte dans son conseil de sécurité les plus grandes nations impérialistes. Il s'agit de la Grande Bretagne et de la France. Cette dernière est alliée jusqu'à prendre les armes pour empêcher l'indépendance de l'Indochine et de l'Algérie.

Quant' à l'URSS, elle est socialiste et opposée à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi elle soutient la décolonisation en appuyant les mouvements de lutte pour l'indépendance notamment le Vietminh, le Front de Libération Nationale (FLN) en Algérie, le parti dénommé Convention People's Parti (CPP) en Gold Coast, et la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) en Afrique occidentale française. Paradoxalement, l'URSS développe parallèlement une politique expansionniste en Europe de l'Est. En réalité, sa prise de position contre la colonisation s'explique par sa volonté de réduire l'influence des Alliés occidentaux dans le monde dans le contexte de la Guerre Froide.

Enfin, les États-Unis prennent également parti pour les colonies. En effet, initiateur de la charte de l'atlantique et leader du monde libre, ils désirent l'émancipation des colonies sous l'encadrement de l'ONU. Dès 1946, ils adonnent en exemple en accordant l'indépendance aux Philippines. Toutefois, les préoccupations économiques ne sont pas absentes de leur but émancipateur. Les États-Unis souhaitent la libération des colonies pour accéder à leur marché au nom du libre échange

## ***3. La montée du nationalisme***



Sans le vouloir, les métropoles ont participé à la formation d'intellectuels dans les colonies par le biais de l'école coloniale qui allait prendre en charge la lutte pour l'indépendance. Dans le cadre des mouvements nationalistes (Vietminh en Indochine, FLN en Algérie), des syndicats (CGT, CGTA, UGTAN en AOF) et des partis politiques (Congrès National Indien, CPP, PAI, PAIGC, MPLA). Parmi ces intellectuels, on peut citer Mohandas Gandhi en Inde, Ho Chi Minh en Indochine, Ahmad Benbelan en Algérie, Kwamé Nkrumah en Gold Coast, Majmouh Diop au Sénégal, Amicar Cabral en Guinée Bissau et Agostino Neto en Angola

#### ***4. L'affirmation du Tiers-monde***

L'expression « Tiers-monde » a été forgée en 1952 par le démographe français Alfred Sauvy pour désigner l'ensemble des pays pauvres. Conscients de ceux qui les unis et animés par la volonté de compter à l'échelle mondiale, ils se donnent rendez-vous à Bandung en Indonésie du 18 au 24 avril 1955. 29 pays répondent présent dont 23 d'Asie et 6 d'Afrique (Liberia, Ethiopie, Égypte, Libye, Soudan, Gold Coast). La rencontre a été présidée par Soe Kano, président de l'Indonésie, Nehru, premier ministre de l'Inde, et Nasser, président de l'Égypte, trois pays nouvellement indépendants. Au final, le Tiers-monde, dans le contexte de la guerre froide, décide de s'aligner ni derrière les États-Unis ni derrière l'URSS. Un troisième bloc est né. Il s'engage à mettre fin au colonialisme. Les métropoles se sentent menacées. Elles deviennent flexibles et mènent des réformes pour calmer les ardeurs. Ces réformes balisent la voie à l'indépendance.

### ***II. Les formes de la décolonisation***

La décolonisation a revêtu deux formes : la forme pacifique et la forme violente

#### ***1. La décolonisation pacifique***

Avec la forme pacifique, l'indépendance est obtenue sans recourir aux armes. Elle est favorisée par l'habileté des mouvements nationalistes et la collaboration des métropoles. L'Inde donne l'exemple d'une indépendance acquise pacifiquement en ce sens que Gandhi a mené une action non violente contre la présence Britannique fondée sur la désobéissance civile. Le Gold Coast obtient également son indépendance pacifiquement sous la houlette de Kwamé Nkrumah. C'est sans violence que les colonies françaises d'Afrique noire, le Sénégal y compris,



s'émancipent par étapes : semi-autonome en 1956 (la loi cadre), autonomie au sein de la communauté franco-africaine en 1958 (referendum) et indépendance en 1960.

## ***2. La décolonisation violente***

Avec la forme violente, l'indépendance est acquise par la lutte armée à cause de l'inflexibilité des métropoles et le radicalisme des mouvements nationalistes. L'Indochine, l'Algérie, la Guinée Bissau et l'Angola ont mené des guerres d'indépendance.

En Indochine, le Vietminh dirigé par Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam en 1945. La France s'y oppose et s'engage en 1946 dans un conflit contre les vietnamiens. Sa défaite à la bataille de Dieng Ben Phu en 1945 entraîne la signature des accords de Genève qui consacrent l'indépendance du Vietnam.

En Algérie, le FLN déclenche la lutte armée en 1954. La France décide en vain de rétablir l'ordre dans cette colonie de peuplement où vivent près d'un million de français. Après 8 ans de guerre, elle finit par signer en Mars 1962 les accords d'Évian qui favorise l'indépendance en Juillet 1962.

En Guinée Bissau et en Angola, la lutte armée débute au début des années 1960. Elle favorise l'indépendance de la Guinée en 1974 et celle de l'Angola en 1975

## **Conclusion**

Les causes de la décolonisation sont largement communs. Il s'agit de l'éveil des consciences nationales, de l'impact de la Seconde Guerre mondiale et du contexte international favorable. Mais l'aptitude des métropoles et la nature des mouvements nationalistes entraînent des formes de lutte pour l'indépendance diverses. Il s'agit de la forme pacifique et de la forme violente. L'Inde et l'Indochine illustrent respectivement ces formes de lutte.



# *LA DÉCOLONISATION EN ASIE : INDE ET INDOCHINE*

## ***Introduction***

La Grande Bretagne et la France ont été les plus grandes puissances impérialistes. Elles étaient présentes en Asie où a eu lieu la première vague de décolonisation notamment avec l'Inde et l'Indochine. L'Inde britannique (1858-1947) et l'Indochine française (1887-1954) ont connu des formes d'émancipation différentes

### ***I. L'Inde : un exemple de décolonisation pacifique***

L'Inde britannique est composée de l'Hindoustan, peuplé en majorité d'indous, et du Pakistan (Pakistan Occidental et Pakistan Oriental) à majorité musulmane. Dans cette colonie, se forment très tôt deux partis nationalistes : le Congrès National Indien ou le parti du congrès en 1885 avec pour objectif de trouver une place dans le gouvernement de l'Inde, et la Ligue Musulmane en 1906 avec pour but de défendre les droits et les intérêts des indiens musulmans. Le parti du congrès sera transformé en un moyen de lutte contre la présence britannique par Mohandas Gandhi, avocat formé par l'école coloniale, revenu en Inde en 1914 après un séjour professionnel en Afrique du sud

#### ***1. La lutte pacifique pour l'indépendance***

L'Inde a soutenu la Grande Bretagne durant la Première Guerre mondiale. Au lendemain de ce conflit, elle s'attendait à des réformes allant dans le sens de l'autonomie. En effet, les difficultés économiques entraînées par la guerre suscitent une manifestation des Sikhs d'Amritsar le 13 Avril 1919. Les britanniques réagissent en décrétant l'état d'urgence. Gandhi appelle les indiens à s'opposer à cette décision. Plusieurs banques sont brûlées et quatre britanniques sont tués. La riposte cause 379 morts et 1200 blessés. Gandhi entame alors la lutte pour l'indépendance en 1920 qui repose sur une campagne de désobéissance civile. Il s'agit d'encourager le refus de payer l'impôt et le boycott des produits anglais et les institutions coloniales. Elle valut à Gandhi un emprisonnement entre 1922 et 1924 puis en 1931.

Grâce au succès de la désobéissance civile, les britanniques adoptent une nouvelle constitution en 1935 à travers l'India Act qui accorde une autonomie interne à l'Inde. Cette constitution, qui prévoit la mise en place de gouvernements locaux dans les provinces, est jugée insuffisante par le parti du congrès. Il lance alors en 1942 le mouvement Quit-India (abandonnez l'Inde). Les



britanniques répondent par une sévère répression. Gandhi est arrêté de même que ses lieutenants dont Jawaharlal Nehru. La Grande Bretagne temporise par la suite. En 1945, les travailleurs dirigés par Clément Attlee arrivent au pouvoir dans un contexte marqué par l'affaiblissement de la Grande Bretagne et la volonté d'indépendance des colonies. Ils décident de se désengager en Inde et acceptent en 1946 l'idée d'indépendance. Un gouvernement de transition est alors mis en place. Il est dirigé par Nehru. Parallèlement, le gouvernement britannique ouvre des négociations avec le Parti du Congrès et la Ligue Musulmane pour préparer l'indépendance. Mais le différend entre ces deux partis est profond.

## ***2. L'indépendance et la partition de l'Inde***

La rupture définitive entre hindous et musulmans remonte à 1934, date à laquelle le parti du congrès remporte aux élections générales, la majorité dans 7 provinces sur 11 et refuse de former un gouvernement de coalition avec la Ligue Musulmane comme l'a proposé Mohamed Ali Jinnah, leader de la Ligue Musulmane. Ainsi en 1940, Jinnah revendique un Etat séparé pour les musulmans indiens, le Pakistan. A l'opposé, le Parti du Congrès écarte toute possibilité de partition de l'Inde. La Grande Bretagne et Gandhi tentent d'arrondir les angles. Ce fut peine perdue. Une violente guerre civile éclate en 1946 (400000 morts). Les chances d'une unité indienne sont ainsi mortes. La partition est inévitable. Mountbatten, le vice-roi, propose un plan de partage accepté par les deux partis à la conférence de New-Delhi le 03 Juin 1947. La voie de l'indépendance est validée. Deux Etats sont proclamés indépendants le 15 Août 1947 : le Pakistan, composé de deux parties distantes de 1700KM, sous la direction du gouverneur général Jinnah et l'Inde dirigé par Nehru. Le transfert de population qui accompagne cette partition s'effectue dans un véritable bain de sang : six millions d'Hindous quittent le Pakistan pour l'Inde et huit millions quittent l'Inde pour le Pakistan

## ***II. L'Indochine, un exemple de pays de décolonisation violente***

L'Indochine française est composée du Cambodge, du Laos, et du Vietnam. Ce dernier est constitué de la Cochinchine de l'Annam et du Tonkin.

### ***1. La montée du nationalisme durant la Seconde Guerre mondiale***

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Indochine a été occupée par le Japon. Ainsi d'anciens dirigeants du parti communiste Indochinois dont Nguyen Ai Quoc dit Hô Chi Minh, Vo Nguyen Giap et Phan Van Dong fondent en Mai 1941 la Ligue pour l'Indépendance du Vietnam ou Vietminh pour lutter contre l'occupation japonaise et pour la souveraineté vis-à-vis de la France, présence étrangère que l'empereur Bao Daï avait acceptée. Ce dernier quitte le trône après une forte opposition du Vietminh. Et, grâce à la capitulation du Japon et à



l'affaiblissement de la France, Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la république démocratique du Vietnam, le 02 Septembre 1945.

Face à cette situation, la France signe en Mars 1946 la convention qui reconnaît le Vietnam comme Etat libre et prévoit la tenue d'un referendum au sujet de l'entrée ou non de la Cochinchine au Vietnam. Toutefois, voulant conserver celle-ci, la France, à travers Thierry d'Argenlieu, la proclame république en Juin 1946 et empêche ainsi l'unité du Vietnam. Hô Chi Minh essaie de récupérer sans succès la Cochinchine à la conférence de Fontainebleau en Juillet-Aout 1946

## ***2. La guerre de l'Indépendance***

A la suite de l'échec des négociations de Fontainebleau, plusieurs français sont assassinés à Hai Phung le 20 Novembre 1946. La France répond par le bombardement de cette ville trois jours plus tard. En réaction, les troupes du général Giap attaquent les quartiers Européens d'Hanoï le 19 décembre 1946. Hô Chi Minh appelle par la suite le peuple vietnamien à la guerre contre la France. Ils privilégient la guérilla jusqu'en 1950. A partir de cette date, ils reçoivent le soutien militaire de la Chine et se dotent d'un armement sophistiqué grâce à l'aide soviétique. Ils entament alors la guerre de mouvement. La France fait appel à l'aide américaine sans laquelle elle menace de se désengager pour laisser la R.D.V. à Moscou. Après sa défaite à Cao Bang en octobre 1950, la France commence à recevoir l'aide matérielle américaine. En 1951, elle enregistre une victoire dans le delta du fleuve rouge. Malgré tout, elle capitule à Dien Bien Phu en 1954. Cette capitulation est favorisée par l'encerclement et l'isolement de Dien Bien Phu, base militaire de la France, par 50000 soldats vietnamiens lourdement armés. L'assaut final est lancé le 06 mai 1954 et les 11000 soldats français rendent les armes le lendemain.

Ce désastre du côté français ainsité Pierre Mendès France, le nouveau président du conseil de gouvernement, à chercher rapidement une solution négociée. Les 20 et 21 Juillet 1954, les accords de Genève sont signés. Ils consacrent l'indépendance du Vietnam coupé cependant en deux en attendant l'élection de 1956 pour assurer la réunification : la R.D.V. au nord du 17<sup>e</sup> parallèle et le Vietnam du sud. Ils accordent également l'indépendance au Cambodge et au Laos. L'indépendance de la fédération de l'Indochine s'est donc faite dans la partition.

## ***Conclusion***

En somme, l'indépendance est acquise pacifiquement par l'Inde en 1947 grâce à la lutte non violente menée par Gandhi et à la collaboration de la Grande Bretagne vers la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est le contraire pour Indochine qui obtient son indépendance en 1954 au



terme d'une lutte armée à cause de l'inflexibilité de la France et de la radicalisation du vietminh. Toutefois, aussi bien en Inde britannique qu'en Indochine française, l'indépendance est acquise dans la partition. La décolonisation en Indochine a fortement influencé la lutte pour l'indépendance en Algérie.



# **LA DÉCOLONISATION AU MAGHREB : L'ALGÉRIE**

## **INTRODUCTION**

L'Algérie est conquise par la France entre 1830 et 1847. Elle est une colonie de peuplement. Elle est donc administrée par un gouverneur général qui dépend du ministre de l'intérieur. A partir des années 1940, des algériens manifestent leur volonté de soustraire leur pays de l'autorité de la France. L'opposition française conduit à la guerre d'indépendance de 1954 à 1962

### **I. *NAISSANCE ET L’AFFIRMATION DU NATIONALISME ALGÉRIEN***

La communauté française en Algérie (les pieds noirs) est minoritaire. Elle est estimée à 950000 habitants au début des années 1950. Mais elle est privilégiée. Elle détient l'essentiel des exploitations agricoles et fournit la majorité des fonctionnaires. Par conséquent, elle bénéficie de bonnes conditions de vie. A l'opposé, la population autochtone est majoritaire, elle est estimée à 8,5 millions d'habitants au début des années 1950. Toutefois, elle est pauvre, marginalisée et soumise au code de l'indigénat. Ces disparités ont favorisé l'essor des mouvements nationalistes dans l'entre-deux-guerres qui réclament l'égalité et la liberté. Parmi eux, on distingue :

Les Elites Francophones, appelées également Jeune Algérien, regroupés au sein de la Fédération des Elus Indigènes créée en 1927 et dirigée par Ben Djellol, Ferhat Abbas.

L'Association des Oulémas Musulmans Algériens, créée en 1931 et dirigée par Abd El Hamid Ben Badis

Le Mouvement Populaire, dirigé par Messhali Hadj et regroupé au sein du Parti du Peuple Algérien (PPA) fondé en 1937

Durant la Seconde Guerre mondiale, les mouvements nationalistes se radicalisent. En effet, Messhali Hadji réclame l'indépendance en 1941. Il est condamné à 16 ans de travaux forcés puis placé en liberté surveillée en 1943. C'est à cette date que Ferhat Abbas réclame l'autonomie à travers « le manifeste du peuple algérien ». La France rejette cette demande. Par conséquent, les nationalistes



organisent le 08 mai 1945, soit le jour de la capitulation allemande, des manifestations dans plusieurs provinces d'Algérie dont Sétif, Constantine, Khérata, Guelma. Il réclame l'indépendance et la libération de Messhali Hadji, déporté à Brazzaville le 28 avril 1945. Les manifestations débordent et virent au drame. Plus d'une centaine de français et des milliers d'algériens perdent la vie, Ferhat Abbas est emprisonné et les mouvements nationalistes sont interdits.

En 1946, les nationalistes algériens s'organisent autour de deux partis : Union Démocratique du manifeste algérien (UDMA) créée par Ferhat Abbas et le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) fondé par Messhali Hadi. Au sein de ce dernier mouvement, a été créée une organisation secrète en 1947 pour préparer la résistance armée. Son chef Ahmed Ben Bella, successeur d'Hocine Ait en 1949, est parmi les fondateurs du comité révolutionnaire d'unité d'action (CRUA) le 23 mars 1954. Ce dernier est à l'origine du FLN créé le 10 octobre 1954 qui déclenche la lutte armée pour l'indépendance

## ***II. LA GUERRE D'INDÉPENDANCE EN ALGÉRIE***

Inspiré par la défaite française à Dien Bien Phu, le FLN lance une vague d'attentats qui embale l'Algérie le 1<sup>er</sup> novembre 1954. La France réplique pour rétablir l'ordre. La guerre d'Algérie commence. Le gouvernement français dirigé par Pierre Mendès France et son ministre de l'intérieur François Mitterrand appellent à la négociation mais écartent l'idée d'indépendance. Les nationalistes se radicalisent alors. Aux actions de guérilla de ces derniers, la France réagit par représailles. On assiste alors à une véritable escalade de la violence. En Août 1955, 123 colons et 12000 algériens sont tués.

Cette opposition divise la métropole. Certains adhèrent à la volonté d'indépendance de l'Algérie et dénoncent la torture et l'exécution d'algériens ; d'autres veulent que l'Algérie reste française. Ainsi, un putsch est organisé à Alger le 13 mai 1958 par des militaires françaises. Un comité de salut publique et militaire est mis en place sous la direction du général Massu. Il réclame le retour de De Gaulle au pouvoir et s'oppose à toute négociation avec le FLN. Le



président René Coty fait alors appel au général De Gaulle qui va mettre en place un nouveau gouvernement.

Le 04 juin 1958, le Général De Gaulle se rend en Algérie. Il appelle à l'arrêt des combats (paix de braves) et annonce des réformes économiques (plan de Constantine). Malgré tout, le FLN intensifie sa lutte et créé, en septembre 1958, le gouvernement provisoire de la république d'Algérie (GPRA) dirigé par Ferhat Abbas. Le Général De Gaulle propose de nouvelles solutions aux algériens en 1959. Ces derniers peuvent choisir entre l'indépendance, l'autonomie ou l'intégration complète. Des négociations sont alors ouvertes entre le gouvernement français et le GPRA en 1960. opposés à ces négociations, des généraux français (Jouhaux, Salan, Challer, Zeller) tentent un putsch en Alger en 1961 qui échoue. Les négociations continuent tout de même et aboutissent aux accords d'Evian du 18 mars 1962 qui mettent fin à la guerre et prévoient la tenue d'un referendum le 1<sup>er</sup> juillet 1962. A cette date, les algériens, dans leur presque totalité, votent « oui » (6 millions de oui contre 16534 non). L'indépendance d'Algérie devient officielle le 05 juillet 1962. Environ un million de français d'Algérie sont rapatriés en France. Ahmed Ben Bella devient le président du conseil de gouvernement en septembre 1962 et se fait élire président de la république par referendum le 15 septembre 1963 après une rude de résistance du GPRA dirigé par Youssef Ben Heda

### ***CONCLUSION***

Les disparités entre communauté française et celle algérienne en Algérie entraînent l'émergence des mouvements nationalistes radicaux qui finissent par réclamer l'indépendance. L'inflexibilité de la France et l'intransigeance du FLN conduisent à huit ans d'affrontement armé entre français et algériens qui se terminent par les accords d'Evian balisant la voix à l'indépendance de l'Algérie. Cette expérience française à déterminer le comportement de la France en Afrique noire



# **LA DÉCOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE : GOLD COAST, SÉNÉGAL, GUINÉE BISSAU, ANGOLA**

## **INTRODUCTION**

Après l'Asie et le Maghreb en général, l'Afrique noire se soustrait progressivement de l'autorité des puissances impérialistes. Cette dernière a eu des réactions différentes face à la volonté d'indépendance de leurs colonies. La Gold Coast, le Sénégal, la Guinée Bissau et l'Angola sont des exemples de décolonisation dans les colonies Britannique, Française et Portugaise en Afrique noire

### **I. LA DÉCOLONISATION EN GOLD COAST**

De 1874 à 1957 la Gold Coast a été une colonie de la couronne britannique. Le conseil exécutif et le conseil législatif sont les principales intuitions de la colonie. Les chefs traditionnels sont admis au conseil législatif dès 1920. Toutefois, ils sont minoritaires. Après la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte marqué par l'anticolonialisme des deux grands et de l'ONU, la lutte d'indépendance en Inde et la volonté d'autonomie des indigènes en Gold Coast, la Grande Bretagne affaiblie et introduit des réformes. En effet, le gouverneur Alan Burns fait adopter la constitution de 1946 accordant la majorité au conseil législatif et autorisant l'entrée de trois d'entre eux au conseil exécutif. Insatisfait, les indigènes s'organisent autour de l'UGCC (United Gold Coast convention) en 1947 avec comme leaders Joseph Danquah et Kwamé Nkrumah. Une manifestation pacifique est alors organisée en 1948 sous la direction de l'UGCC. La répression entraîne 29 morts et 237 blessés et les leaders de l'UGCC sont arrêtés. Londres envoie sur place la commission Watson pour faire des enquêtes sur les causes de ces troubles. Celle-ci recommande la libération des prisonniers et des réformes politiques. Suivant les recommandations de la commission, Nkrumah est libéré puis fonde le CPP en 1949 qui prône l'autonomie immédiate. De plus une commission des réformes constitutionnelles, présidée par le juge Caussey, est créée pour préparer des propositions. Son rapport propose le Self Gouvernement mais sans date précise. Le CPP organise des manifestations pour faire pression sur la Grande Bretagne. Nkrumah est de nouveau arrêté. Parallèlement, une nouvelle constitution est promulguée en 1950. Elle remplace le conseil législatif par une assemblée nationale et le conseil exécutif par un gouvernement local.

Ainsi, des élections sont organisées en février 1951 et remportées par le CPP. Libéré, Nkrumah est nommé premier ministre par le gouverneur. En 1956, son parti remporte les  $\frac{3}{4}$  des sièges aux élections législatives. Fort de son succès Nkrumah oblige la Grande Bretagne à concéder l'indépendance qui est proclamée le 06 mars 1957. Cette décolonisation en



douceur est liée à la volonté de la Grande Bretagne d'éviter les troubles, de préserver ses intérêts et de réussir l'intégration des territoires nouvellement indépendants dans le Commonwealth.

La Gold Coast indépendante prend le nom de Ghana en l'hommage à l'empire de Ghana et conformément à la vision Panafricaniste de Kwamé Nkrumah qui dirige le pays de 1946 à 1960 en tant que premier ministre puis de 1960 à 1966 en tant que président de la république.

## II. LA DÉCOLONISATION AU SÉNÉGAL

Le Sénégal était une colonie française (1815-1960). Sa marche vers l'indépendance a été marquée par 3 grandes étapes.

### 1. De la conférence de Brazzaville(1944) à la loi cadre (1956)

La participation des colonies françaises d'Afrique à la lutte des nations alliées contre le Nazisme rendait inévitable une modification des rapports entre la métropole et ses dépendances. C'est dans ce cadre que René Pleven, commissaire national aux colonies dans le comité français de libération nationale, propose au général De Gaulle la convocation d'une conférence pour redéfinir la politique coloniale de la France. La conférence s'est tenue du 30 Janvier au 08 Février 1944 à Brazzaville. L'AOF avait envoyé son gouverneur général Pierre Courmarie. Il était accompagné des gouverneurs de colonie dont le gouverneur Dagain du Sénégal.

Après l'allocution de bienvenue de René Pleven, le Général De Gaulle rend grâce aux colonies et insiste sur la nécessité de favoriser leur émancipation tout en écartant l'idée d'indépendance. A l'issue de la conférence, plusieurs réformes sont envisagées dont :

- La création d'une assemblée fédérale
- La création d'une assemblée constituante
- La création d'une assemblée territoriale dans chaque colonie
- La suppression de l'indigénat
- L'industrialisation
- La syndicalisation pour tous les travailleurs
- Le développement de l'éducation pour les garçons et les filles
- L'amélioration de l'assistance médicale.



L'application de ces réformes se traduit par l'envoi de Lamine Gueye et de L. S. Senghor, tous les deux de la SFIO, à l'assemblée constituante à la fin de la guerre. Ils participent activement à l'élaboration de la nouvelle constitution adoptée le 27 Octobre 1946. Celle-ci crée l'Union française au sein de laquelle le Sénégal est territoires d'outre-mer et l'assemblée territoriale présidée par Ibrahima Seydou Ndao.

Auparavant, les députés obtiennent, à travers la loi Lamine Gueye du 07 Mai 1946, la suppression de l'indigénat et l'extension de la citoyenneté à toute la population. Cette loi entraîne au Sénégal le développement de la prééminence politique des quatre communes vers l'extérieur. Senghor exploite cette situation en sa faveur après sa démission de la SFION en Octobre 1948. Il fonde avec Mamadou Dia le Bloc Démocratique Sénégalais (BDS). Ce parti se manifeste rapidement, remporte les élections législatives de Mai 1951 et prend position pour l'autonomie. Celle-ci est également réclamée avec plus d'ardeur sur le plan syndical par la CGT. Ainsi, compte tenu de ce qui s'est passé en Indochine et les événements qui se déroulent en Algérie, au Maroc et en Tunisie, la France adopte la loi cadre pour éviter la contagion.

## **2. De la loi cadre (1956) au référendum)**

La loi cadre est proposée par Gaston Defferre, ministre français et maire de Marseille. Elle est adoptée par le parlement français le 23 Juin 1956. Elle préconise la semi autonomie. Son adoption se traduit par la mise en place d'un conseil de gouvernement dont la vice-présidence est assurée par Mamadou Dia et la présidence par le gouverneur Pierre Lami. Cette semi autonomie s'accompagne d'un développement de l'activité politique avec la création d'un front uni autour de l'Union Progressiste Sénégalais (UPS). (le BDS fusionne avec l'Union Démocratique Sénégalais d'Abdoulaye Dièye, le Mouvement autonome Casamançais d'Assane Seck et une partie du Mouvement populaire Sénégalais d'Abdoulaye Thaw pour former le Bloc Populaire Sénégalais en 1957. Le BPS forme avec le Parti Sénégalais d'action et sociale de Lamine Gueye en 1958). Ce front uni souhaite davantage l'autonomie. Une situation analogue avait été notée sur le plan syndical avec la création de l'UGTAN, résultat de la fusion entre la CGT et la CGTA en 1957. Marquée par la prééminence de Sekou Touré, l'UGTAN réclame l'indépendance dans un contexte caractérisé par l'indépendance de la Gold Coast. De nouvelles réformes s'imposent.

## **3. Du référendum (1958) à l'indépendance (1960)**

A la faveur de la guerre d'Algérie, le général De Gaulle revient au pouvoir en France. Il propose aux colonies d'Afrique noire la tenue d'un référendum le 28 Septembre 1958. Elles auront à choisir entre l'indépendance et l'autonomie au sein de la communauté française. Le général De Gaulle entreprend alors une tournée de propagande en Afrique noire du 20 au 27



Août 1958. Au Sénégal, à l'absence de Senghor et de Dia, il est accueilli par Valdiodio Ndiaye qui réclame l'indépendance à la place Protée. Toutefois, l'UPS change de fusil d'épaule en choisissant le vote positif, ce qui provoque le départ de certaines personnalités notamment Abdoulaye Ly, Amadou Mokhtar Mbaou et Assane Seck qui créent la section sénégalaise du parti du regroupement africain (PRA/Sénégal). Ce parti, comme la PAI, prend position pour l'indépendance. Au final, c'est le « OUI » qui l'emporte. Le Sénégal devient une république autonome appartenant à la communauté française. Mamadou Dia est le nouveau président du conseil de gouvernement.

Après l'autonomie, le Sénégal forme avec le soudan Français (actuel Mali) la fédération du Mali le 17 Janvier 1959. Senghor assure la présidence de l'assemblée fédérale et Modibo Keita la présidence du conseil de gouvernement. Le 28 Septembre 1959, la nouvelle fédération réclame l'indépendance. Des négociations sont alors ouvertes en Janvier 1960. Elles favorisent la signature des accords de transfert de compétence le 04 Avril 1960. Cette dernière proclame son indépendance le 20 Juin 1960. Les dissensions internes entraînent le retrait du Sénégal de la Fédération dans la nuit du 19 au 20 Août 1960. Il retient le 04 Avril comme date anniversaire de son indépendance. Il est dirigé par Senghor. Dia est le président du conseil de gouvernement et Lamine Gueye le président de l'assemblée nationale. Quant au Soudan Français, il proclame son indépendance le 22 Septembre et devient la République du Mali.

### III. LA DÉCOLONISATION EN GUINÉE-BISSAU

Le 19 septembre 1956, pendant que la Gold Coast bénéficie de l'autonomie et le Sénégal de la semi-autonomie, la Guinée Bissau, colonie portugaise depuis 1879, grenier à arachide et à huile de palme pour le Portugal du dictateur Salazar est totalement contrôlée et soumise. C'est dans ce cadre que des militants indépendantistes, dirigés par Amilcar Cabral, créent le PAIGC, un parti socialiste marxiste. Le Portugal s'oppose farouchement à la volonté d'indépendance de ce parti et réprime toute agitation sociale. Ainsi, le 03 Août 1959, la grève des marins et des dockers du port de Bissau est violemment réprimée par l'armée portugaise. Plus de 50 morts seront à déplorer et cette journée restera dans l'histoire comme le « massacre de pidjguiti ». C'est l'étincelle qui fera prendre au PAIGC la voie de la lutte armée et le chemin de la guerre d'indépendance.

La guerre d'indépendance commence véritable en 1963 après quatre ans de préparation. Le PAIGC bénéficie du soutien des pays voisins (Guinée Conakry, Sénégal, Benin...), de l'URSS et de Cuba. Après cinq ans de lutte, les combattants du PAIGC causent de lourdes pertes au Portugal et libèrent les 2/3 du territoire. En réponse, le gouverneur Spinola s'essaye



à une division entre le PAIGC et la population locale et déroule un programme dénommé « pour une Guinée meilleure » entre 1969 et 1973. Les objectifs escomptés ne sont pas atteints. Au contraire, le PAIGC gagne du terrain. Il crée l'assemblée nationale populaire de Guinée en 1972. La même année, une mission spéciale des nations unies visite les zones libérées et apprécie les réalistes sociaux. L'ONU reconnaît dès lors le PAIGC et réaffirme le droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour briser l'élan nationaliste, Amilcar Cabral est lâchement assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry du fait des portugais. En réponse, l'assemblée populaire proclame le 24 septembre 1973 l'indépendance de la Guinée Bissau qui devient membre de l'ONU le 20 septembre 1973. Un an plus tard, la révolution des œillets renverse le gouvernement de Marcelo Caetano (qui a succédé à Salazar en 1968) et met fin au régime dictatorial au Portugal. Le nouveau régime militaire dirigé par Spínola propose le 06 mai un cessez-le-feu et appelle à la négociation. Le PAIGC rejette le cessez-le-feu mais accepte de négocier.

Cependant, les négociations butent sur deux problèmes : l'indépendance immédiate pour le PAIGC et l'indépendance par étape pour le Portugal d'une part, d'autre part le Portugal veut dissocier la Guinée Bissau et le Cap Vert alors que le PAIGC réclame une indépendance unitaire.

La médiation de Kurt Walden, secrétaire général de l'ONU, favorise l'ouverture de négociation à Alger. Finalement, le 10 septembre 1974 à Lisbonne, le Portugal déclare la Guinée Bissau indépendante. Il en est de même pour le Cap Vert le 05 juillet 1975. Ces deux pays initient un projet d'Etat unitaire abandonné en 1980 à cause du coup d'Etat qui renverse en Guinée le président Luis Cabral au profit de Joao Bernardo Vierra.

#### IV. LA DÉCOLONISATION EN ANGOLA

##### 1. La naissance du nationalisme angolais

A la différence de la Guinée Bissau, l'Angola, colonie portugaise depuis 1575, compte plusieurs mouvements nationalistes engagés dans la lutte pour l'indépendance. Le premier est le Mouvement Populaire de la Libération d'Angola (MPLA), fondé en 1956 par des intellectuels indépendantistes dont Mario De Andrade et Augustino Neto. Il évolue sous l'influence communiste et représente l'ethnie Kimbundu. Le second est le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), Porte-parole de l'ethnie Bakongo, fondé en 1962 et dirigé par Roberto Holden. Il est proche du Bloc Ouest. Le dernier est l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), née d'une scission du FNLA en 1966 et dirigée par Jonas Savimbi, un Maoïste représentant l'ethnie Ovimbundu. Le mouvement nationaliste angolais est donc divisé par les clivages idéologiques et ethniques.



## 2. De la guerre d'indépendance à la guerre civile

La guerre d'indépendance commence en février 1961 lorsque le MPLA attaque la prison de Luanda. Cette action est suivie jusqu'au mois de Mars par une révolte des paysans. Ces derniers détruisent près de 700 plantations de café et assassinent plusieurs centaines de colons. L'armée portugaise réagit par des représailles massives, massacrant plusieurs milliers d'insurgés. Malgré tout, la guerre d'indépendance continue jusqu'en 1974. Elle est marquée par les défaites successives des mouvements nationalistes affaiblies par leur division. Par conséquent, la révolution des œillets est pour ces derniers une bouffée d'oxygène. Le nouveau gouvernement portugais met fin à la guerre coloniale et appelle à des négociations qui conduisent aux accords d'Alvor du 10 Janvier 1975. Ces accords prévoient l'indépendance pour le 11 Novembre 1975. Avant cette date, le gouvernement de transition doit assurer l'intégration des armées et organiser des élections générales.

Les conditions de la souveraineté fixées, les mouvements nationalistes rivalisent pour le control du pouvoir. Ainsi, la guerre d'indépendance laisse place à la guerre civile. Cette dernière éclate en Mars 1975. Elle oppose le MPLA, soutenu par l'URSS et la Cuba, au FNLA et à l'UNITA appuyé par les Etats-Unis, la Grande Bretagne, l'Afrique du Sud et le Zaïne. Elle est donc devenue un affrontement Est-Ouest à cause des enjeux que représente l'Angola, pays ouvert sur l'océan Atlantique et riche en ressources minières et énergétiques. C'est au cours de cette guerre civile que le FNLA et l'UNITA proclament l'indépendance de la République Populaire et Démocratique d'Angola (RPDA) le 11 Novembre 1975 à Ambrig. Simultanément, la République Populaire d'Angola(RPA) est proclamée par le MPLA à Luanda. L'opposition entre ces deux camps tourne en faveur du MPLA qui s'impose en 1976. Agostino Neto devient le président de la république. Il est mort en 1979 et remplacé par Jose Eduardo Dos Santos.

### CONCLUSION

Au total, la Gold Coast et le Sénégal ont obtenu leur indépendance par étapes et pacifiquement. Si la Grande Bretagne obéit au principe des peuples à disposer d'eux-mêmes réclamés par le leader Kwamé Nkrumah, la France souhaite préserver l'Afrique noire, donc le Sénégal, du syndrome algérien. Cependant, les colonies portugaises notamment la Guinée Bissau et l'Angola ont obtenu leur indépendance par la guerre à cause de l'inflexibilité du Portugal de Salazar suivi de Caetano. Elles doivent leurs indépendances à l'engagement des mouvements nationalistes et à la révolution des œillets. Contrairement à la Guinée Bissau, la division des nationalistes en Angola entraine l'indépendance dans la guerre civile.



# **LA DÉCOLONISATION AU MOINS-ORIENT : LA QUESTION PALESTINIENNE ET LES RELATIONS ISRAËLO-ARABES**

## **INTRODUCTION**

Dans son acception française, le Proche-Orient correspond à l'ensemble composé de l'Asie occidentale et de l'Égypte. Parmi ces territoires, nous avons la Palestine, foyer des trois religions révélées : le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam. Depuis 1948, elle est, de même que les états arabes voisins, le théâtre d'affrontement entre musulmans et juifs.

### **I. GENÈSE DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE**

Au XIXe siècle, les juifs étaient victimes de discrimination en Europe. C'est ainsi que Theodor Herzl, un juif d'origine hongroise, crée en 1897, au congrès de Bâle, un mouvement nationaliste qui prend le nom de Sionisme. Son objectif est de fonder un état juif en Palestine. Or, ce territoire est, depuis le XVIe siècle, sous l'administration de l'empire Turc Ottoman et est habité principalement par des arabes musulmans. Pour cela, la stratégie du Sionisme repose sur l'achat de terre en Palestine pour agrandir progressivement la communauté juive par l'immigration.

Durant la Première Guerre mondiale, en Mars 1916 précisément, Arthur James Balfour, ministre des affaires étrangères britanniques, adresse une lettre à Edmond James Rothschild, un éminent partisan du sionisme, dans laquelle il exprime le soutien du gouvernement britannique à l'établissement d'un état juif en Palestine. L'objectif est d'obtenir le ralliement des juifs et de leurs sympathisants, notamment les États-Unis au côté de la triple entente opposée à la triple alliance. De plus, la Grande-Bretagne est animée par la volonté d'asseoir son influence en Palestine, porte d'entrée du Proche-Orient riche en pétrole et à la croisée des chemins entre l'Europe, l'Afrique et le reste de l'Asie. C'est dans ces circonstances que les États-Unis entre en



guerre en Avril 1917. En Novembre 1917, Balfoure réaffirme, dans une déclaration, le soutien du gouvernement britannique à l'établissement d'un foyer juif en Palestine après la guerre.

A la fin de la guerre, l'empire turc Ottoman est démantelé, le Proche-Orient est libéré et les musulmans s'organisent autour du Congrès National Palestinien et autour du Conseil Suprême et les juifs s'organisent autour de la Hagana. C'est dans ce contexte que la SDN attribue à la Grande Bretagne un mandat sur la Palestine en 1922. Le gouvernement britannique réaffirme son engagement. Les musulmans opposent leur veto et s'en prennent aux juifs. Il en résulte la création de l'Irgoun, un mouvement juif radical, issu de la Hagana en 1931. Au cours des années 30, la persécution des juifs en Europe, surtout dans l'Allemagne nazi, entraîne une forte migration juive en Palestine. Ils sont 65000 juifs à quitter l'Europe en 1935. Une révolte musulmane éclate par conséquent en 1936. La Grande Bretagne organise la répression et propose en 1937 un plan de partage de la Palestine : les juifs occuperaient le Nord, les arabes le Sud et la région de Jérusalem, lieu sacré pour les deux peuples, resterait sous le contrôle britanniques. Mais ce plan est rejeté par les musulmans.

Durant la Seconde Guerre mondiale, 6000000 de juifs ont été exterminé en Europe par les nazis, l'ONU a été créée et le parti travailliste dirigé par Klement Attlee arrive au pouvoir en Grande Bretagne. Cette dernière considère désormais la question palestinienne encombrante. Ainsi, en Février 1947, elle la confie à l'ONU qui vote le 29 Novembre un plan de partage en adoptant la résolution 181. Cette dernière divise la Palestine en trois parties : un état juif qui reçoit 55% du territoire, un état arabe et Jérusalem, qui a une signification religieuse pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, restera sous le contrôle international. Par conséquent, David Ben Gourion proclame l'état d'Israël le 14 Mai 1948. Mais, la Palestine (dirigé par Kamil AL-Husayni) et les états arabes voisins en l'occurrence l'Egypte, la Syrie, la Liban et la Transjordanie rejettent ce nouvel état. La voie est alors balisée pour le conflit israélo-arabe.

## II. LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE



Le conflit israélo-arabe est marqué par cinq grandes guerres.

## **1. La guerre de 1948-1949**

Le 15 Mai 1948, soit au lendemain de la fin du mandat britannique sur la Palestine et la proclamation de l'état d'Israël, la Palestine et les troupes de certains pays de la ligue arabe (Egypte, Syrie, Liban, Transjordanie et Iraq) attaque le nouvel Etat. C'est le début d'un conflit au cours duquel l'ONU joue la médiation tandis que les Etats-Unis et l'URSS soutiennent l'Etat hébreu. Il est marqué par la prédominance de l'armée israélienne (Tahal) qui annexe la Galilée et Jérusalem Est. Environ 350000 palestiniens sont expulsés de leur terre occupée désormais par l'Israël. Le conflit se termine par la signature de l'Armistice entre le 24 Février et le 20 Juillet 1949.

## **2. Le conflit israélo-palestinien**

En 1956, Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez au dépend des intérêts franco-britanniques et ceux d'Israël par le blocage du port d'Eilat aux navires israéliens. Ces trois pays attaquent en même temps l'Egypte et l'URSS menace d'utiliser la bombe atomique. Dans le contexte de la coexistence pacifique, les Etats-Unis ordonnent le retrait des troupes franco-britanniques. L'ONU envoie sur place les casques bleus pour éviter les troubles.

## **3. La guerre des six jours**

Onze ans après la crise de Suez, Nasser obtient le retrait des troupes de l'ONU de l'Egypte et ferme le détroit de Tyran aux navires israéliens. Le 05 Juin 1967, Tel-Aviv lance une attaque éclair contre l'Egypte, la Syrie, la Transjordanie et la Palestine. En six jours, Israël arrive à lever le blocus et occupe le Sinaï (Egypte), la Cisjordanie, la Bande de Gaza, Jérusalem est (Palestine) et le Golan (Syrie). L'ONU adopte le 22 Novembre 1967 la résolution 242 qui prévoit la restitution des territoires occupés, la reconnaissance d'Israël par la Palestine et la libre circulation sur le canal de Suez. Cette résolution est rejetée par les deux camps.



Du côté palestinien, pour peser face à l'Israël, les nombreux mouvements palestiniens, dont le Fatah créé en 1959 par Yasser Arafat, s'organisent autour de l'Organisation de Libération de Palestine (OLP). Celle-ci préconise la guerre populaire. Elle multiplie les attentats et les prises d'otage réclamant la destruction de l'Etat d'Israël. L'Etat juif réagit par représailles.

#### **4. La guerre de Kippour**

Pour récupérer les territoires qu'elles ont perdus en 1967, l'Egypte et la Syrie attaquent les positions israéliennes sur le Sinaï et dans le Golan le 06 Octobre 1973, jour durant lequel les juifs célèbrent le grand pardon ou Yom Kippour. L'armée israélienne recule avant de mener une contre-offensive qui repousse les forces arabes. Après trois semaines d'Affrontement, l'ONU impose un cessez-le-feu. Son conseil de sécurité adopte la résolution 338 qui reprend les termes de la résolution 241.

Face à l'inflexibilité d'Israël et le soutien inconditionnel des Etats-Unis, les Etats arabes décrètent un embargo sur le pétrole avant de quadrupler, à Téhéran, le prix du baril. Ce qui provoque une grave crise économique connue dans l'histoire sous le nom de premier choc pétrolier.

Toutefois, la dynamique de groupe des arabes est brisée par l'Egypte. En effet, Nasser meurt en 1970. Il est remplacé par Anouar El Sadate qui souhaite récupérer le Sinaï et retirer son pays du conflit israélo-arabe. Aussi, renvoie-t-il les 18000 conseillers militaires soviétiques avant de s'engager dans la guerre de Kippour. Au lendemain de cette dernière, Sadate se rapproche des Etats-Unis et négocie séparément avec l'URSS. Ainsi, les accords de Camps David sont signés par Sadate et Menahem Begin sous la médiation du président américain Jimmy Carter. Ils ont signés en deux étapes. Le premier accord-cadre, signé le 26 Mars 1978, prétend fixer un cadre de pour la paix au Proche-Orient. Le second accord-cadre, signé le 17 Février 1979, établit la paix entre l'Egypte et l'Israël en échange du retrait israélien du Sinaï (qui sera effectif en 1982).



La politique conciliante de Sadate envers Israël entraîne son assassinat le 06 Octobre 1981 par un commando d'intégristes musulmans.

## **5. La guerre entre Israël et la résistance palestinienne au Liban en 1982**

En 1982, au cours de la guerre civile au Liban (1975-1987), Israël lance une opération contre les activités palestiniennes installées au Sud du Liban qui s'en prennent régulièrement à la population du Nord d'Israël. Cette opération, connue sous le nom de Paix en Galilée, est suivie de l'accord israélo-libanais en 1983 pour lutter contre les dirigeants de l'OLP installés au Liban. Elle entraîne la naissance du Hezbollah, parti politique libanais qui lutte pour l'établissement d'un Etat islamique au Liban et contre l'influence de l'Israël dans la sous-région. Après la guerre, des révoltes ont été organisées dans les territoires palestiniens occupés. C'est le cas en Jérusalem où de jeunes palestiniens organisent l'Intifada ou la guerre des pierres en 1987. Une situation analogue est notée à Gaza où est fondé, la même année, le Hamas, mouvement islamiste qui a les mêmes objectifs que l'OLP.

### **III. LES TENTATIVES DE PAIX ET LEURS OBSTACLES**

Au lendemain des intifada et des représailles d'Israël, la pression internationale et la reconnaissance de l'Israël par l'OLP favorise l'ouverture de négociations. Ces dernières aboutissent à la signature à Washington les accords d'Oslo le 13 Septembre 1993 par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin qui prévoient la création d'un état palestinien, la restitution des territoires occupés (Bande de Gaza, Galilée, Jérusalem, Cisjordanie) et le retour des réfugiés palestiniens. Toutefois Yitzhak Rabin est assassiné en 1995. Ses successeurs (Benyamin Netanyahou, Ehud Barack, Ariel Sharon) rejettent les accords d'Oslo et manifestent leur volonté de détruire la mosquée d'Al Aqsa construite sur les vestiges du temple de Salomon.



Du côté de la Palestine, le Fatah et le Hamas se radicalisent et reprennent l'intifada, les attentats et les prises d'otage. En réponse, l'Israël bombarde les sites palestiniens.

Le 04 Septembre 1999, l'accord de Charm El Cheikh est signé par Yasser Arafat et Ehud Barack pour mettre en application les accords antérieurs. Le processus de paix est relancé. Il est interrompu par la visite d'Ariel Sharon le 28 Septembre 2002 à l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Après la mort de Yasser Arafat le 11 Novembre 2004, Mahmoud Abas, son successeur à la tête de l'autorité palestinienne, renoue le dialogue avec l'Israël qui accepte en 2005 d'effectuer un retrait partiel de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie. Ainsi, la tension s'apaise relativement. La Palestine accède à l'UNESCO en 2011 grâce à une demande introduite par l'Algérie. Elle est admise à l'ONU en 2012. Depuis 2013, les affrontements entre activités palestiniennes et israéliens ont recommencé. Ils causent d'énormes pertes civiles notamment du côté palestinien. L'ONU, à travers sa résolution intitulée « Règlement pacifique de la question palestinienne », invite sans succès Benyamin Netanyahu à cesser les attaques, à libérer les territoires occupés et à accepter le retour des réfugiés palestiniens. Récemment le 23 Décembre 2016, son conseil de sécurité a adopté la résolution 2334 sur demande du Sénégal, de la Malaisie, de la Nouvelle Zélande et du Venezuela. Elle demande l'arrêt de la colonisation juive en Palestine. Elle a connu le même sort que les résolutions précédentes. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis complique davantage la situation. Il a annoncé depuis le 06 Décembre 2017, le transfert très prochainement de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, reconnaissant ainsi Jérusalem comme capitale de l'Israël.

## CONCLUSION

A l'origine du conflit israélo-arabe, nous avons la persécution des juifs en Europe et le partage de la Palestine en 1947. Entamé en 1948, il n'est résolu jusqu'à ce jour. Le désaccord en Israël et la Palestine reste entier. Ce blocage est lié à l'occupation de territoires palestiniens par Israël et à l'impuissance de l'ONU ou de la communauté internationale.



Artiste, orfèvre, héraut je me ferai  
Histoire de teinter une créature hors-paire  
Maître dans son art, oui il en est « pelé »  
Ami des règles, je vais parler d'un Robespierre  
Dévoué au travail, presque parfait il est, et  
Ouvert aux travailleurs, il est lui perfectionnisme  
Un homme à 2S, un ange tout fait  
Taquin avec les bons, taciturne aux nullissimes  
Il est ce gentleman toujours bien sapé  
Doté de sa bouteille, et du sac à une main  
Il est beau, élancé, hey oui ! Il est bien aimé  
A son entrée, tout le monde est cool, on est sur le bon chemin  
Nonobstant son caractère, l'homme est compétent  
En matière d'Histoire, il est ma thérapie  
M'as-tu vu, il ne l'est pas, il n'est pas pédant  
Bonne maîtrise et technique, il en a aussi en Géographie  
Au cours de l'année, vous avez été professeur et bon conseiller  
Louange à vous et à l'être infini  
Lisez sur ce poème notre reconnaissance méritée  
Ohhhh M. Mballo ! La TLD vous dit merci !

Baye Serigne Sylla Fan de Mballo Mièzè



Gentillesse, compétence, assiduité et humour, tels sont des caractéristiques de M.

Mballo. Ce dernier, a tendance à conseiller aux élèves en les invitant à respecter les études. Il est également un professeur pédagogue, méticuleux et très simples dans ses dires et ses écrits avec comme slogan « Sujet, Verbe, Complément ».

M. Mballo se distingue aussi par son assiduité et son régularité dans le travail. Il vient toujours à l'heure et ne s'absente presque jamais. Même en observant la grève, il le faisait à sa manière sans nuire aux élèves. En outre, M. Mballo est caractérisé par son côté humoriste. Il est souriant et est taquin.

Son style linguistique a fini par influencer bon nombre de ses élèves y compris moi.

C'est à partir de lui que la plupart d'entre eux n'arrivent plus à écrire quelques lignes sans y mentionner « En effet (virgule) ; Ce dernier » qui sont ces expressions préférées.

Ce monsieur est un vrai patriote au sens propre du terme. En effet, il se soucie de l'avenir de son pays car il en parle tout le temps. Il dénonce les maux qui le gangrènent et liste un certain nombre de chose qui pourront favoriser son développement. C'est pour cela qu'il bénéficierait de ma voix s'il candidatait aux élections présidentielles.

Bref, j'avoue mon inaptitude à épuiser l'océan qu'est ce monsieur. Alors, je me contente de lui témoigner ma gratitude et ma reconnaissance pour ce qu'il m'a transmis comme savoir et valeurs humaines. Il sera gravé au plus profond de mon cœur. Ainsi, je remercie Allah de l'avoir mis sur mon chemin.

**Un grand merci à vous Monsieur Ahmadou Tidiane Mballo, que le seigneur vous accompagne ! Dieureudief ! Mballo Dieureudief**

**Cheikhouna Séne Fan de Mballo**



## *Il n'est plus un inconnu...*

Je l'ai rencontré pour la première fois en Octobre 2015 aux alentours de 13h à proximité de la mosquée Serigne Cheikh Mbacké ibn Serigne Salihou à Madiyana [...].

Durant les premiers moments que j'ai partagés avec lui, j'avais déjà constaté qu'il se distinguait de beaucoup de sa génération. Cette différence se manifeste par ses qualités incalculables qui assombrissent ses défauts humains.

Ce monsieur, par son apparence physique, est connu simple dans son habillement, correct dans sa démarche, élégant dans son comportement et précis dans ses actes.

Entendre la façon de s'exprimer de ce monsieur me fait l'honneur de profiter de son éloquence, de la logique de son argumentation, de la simplicité de son langage et de son ouverture d'esprit sans borne.

Manifester un désir de connaître sous son ombre excite son amour de partager. Il permet à tout chercheur (celui que désir savoir) de devenir vite un connaisseur sans frontière. Il développe dans la même occasion des capacités d'analyse, de synthèse d'un problème posé tout en encourageant l'approfondissement de la recherche.

En plus de ses qualités intellectuelles, ce monsieur peut, en un laps de temps, être un bon médicament contre le stress avec ses blagues marrantes ; qualité qu'il ne fait pas, cependant, un usage abusif car servant uniquement à détendre ses amis et à corriger les comportements malsains et les mauvaises attitudes des petits qui le côtoient.

Je lui souhaite sans cesse une réussite totale dans tous ses projets tout en priant que le bon Dieu lui garde sous sa protection, lui accorde une parfaite entente avec tout le monde et lui donne un bonheur inconditionnel, une santé de fer et des années de vie incalculables.

Je veux nommer l'infatigable travailleur, le patriote, le soucier pour le bien-être commun [...] ; monsieur Ahmad Tidiane MBALLO



## M. Mballo ;

La compétence est un don divin qui n'est pas  
Donnée à tout le monde aussi longs soient ses pas  
Elle peut être héréditaire, innée ou les deux à la fois  
Tout comme elle peut s'acquérir et être ancrée en soi  
Le sens propre du mot s'applique chez un monsieur  
De caractères, de qualités louables et très minutieux  
Un enseignant chevronné, bien outillé, passionné  
De son art, habile, pédagogue et très déterminé  
Un homme simple qui se fait comprendre aisément  
Avec un langage accessible et est apparemment  
Très bon en résumé et pas du tout grandiloquent  
Il parle de manière posée avec sérénité et talent  
Très organisé, méthodique et prend au sérieux  
Son travail qu'il effectue à merveille et soucieux  
De la progression de ses élèves et de leur réussite  
D'où son côté de conseiller et d'alchimiste  
Respectable, il est et respectueux également



Ouvert d'esprit et développé mentalement  
Converser avec lui est un commerce productif  
Vue son côté comique et ses blagues figuratifs  
C'est un patriote dans le vrai sens du terme  
Dont le développement de son pays est une ferme  
Qui lui tient à cœur et qu'il désire profondément  
De même que le réveil du continent dormant  
Il s'habille élégamment avec une manifeste sobriété  
Séduit ses interlocuteurs de par la fécondité  
De ses mots et la dimension de ses réflexions  
Ah oui c'est M. Mballo, un homme de vision.

**Cheikh Khouma poète du XXIe siècle**

Des sincères remerciements à M. Mohamed Seck pour sa contribution cruciale à l'élaboration de ce texte, un fan inconditionnel du grand Mballo.

Des remerciements également à Cheikhouna Séné pour la confection du document, un autre fan de M. Mballo.

Le 11 Février 2018